

ECHOS

JUDICIAIRES - GIRONDINS

PHILIPPE ET
ALEXANDRA
MONNIN



BÈGLES
Cité numérique :
opération séduction

GIRONDE
Vendanges, l'année
des disparités

Hôtellerie La
signature
Millésime



ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS Édités par la Société ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS - SAS au capital de 45 000 € - Siège social : 108 rue Fondaudège CS 71900 - 33081 Bordeaux Cedex • SIRET 456 200 476 00038 • 05 56 52 32 13 • Réunion des cinq journaux d'informations judiciaires : **AFFICHES BORDELAISES** (fondées en 1904) **ANNALES DÉPARTEMENTALES** (fondées en 1933) **ANNONCES DU SUD-OUEST** (fondées en 1924) **INFORMATEUR JURIDIQUE** (fondé en 1948) **PETITES AFFICHES DE LA GIRONDE** (fondées en 1848) • Directeur de la publication : Guillaume **LALAU** • Directeur adjoint : Nicolas **THOMASSET** • Directeur des rédactions : Vincent **ROUSSET** • Rédactrice en chef : Astrid **GOUZIK** • Direction artistique : David **PEYS** • Maquettistes : Sarah **ALBERT**, Noëlle **SANZ**, Raphaëlle **MOURET** & Cyrielle **MICHAUD** • Secrétaire général des rédactions : Michel **CASSE** • Rédaction : Nathalie **VALLEZ**, Jennifer **WUNSCH** & Marie-Amélie **HUSSON** • Responsable Organisation et Systèmes d'Information : Ophélie **BROUTTIER** • Chargée de Webmarketing et Community Manager : Cyrielle **MORFEA** • Assistante Communication Digitale : Magalie **RICCETTI** • Responsable Annonces Légales : Emmanuelle **GESLAIN** • Service Annonces légales : Nicolas **KARNAY**, Adèle **BROCHARD** & Sandrine **CARCENAC** • Direction financière et administrative : Katia **DE STEFANO** • Responsable comptabilité : Florence **MANOEUVRIER** • Service abonnement : Catherine **DEPETRIS** • Service comptabilité : Élodie **VIGNEAU** • Service commercial annonces légales : Anthony **BLUTEAU**, Christophe **CLERTEAU** & Franck **DUPERIÉ** • **PUBLICITÉ** : Guillaume **LALAU** & Christine **SABOURIN** • Tél. 05 56 52 32 13 • publicite@echos-judiciaires.com • Dépôt légal à parution Hebdomadaire - Parution le vendredi - Parution : **ROTIMPRES Carrer del Pla de l'Estany**, sn, 17181 Aiguaviva, Girona, Espagne • Routage **IGS (SAINTE-COLOMBE-EN-BRUILHOIS)** • Commission paritaire n° 0228 I 82797 ISSN 0420-4360 • Prix unitaire : 2,20 € • Abonnement 1 an papier + web : 79 € au 05 57 14 07 55



Dans l'actu

GIRONDE

4 En bref Gironde

12 À la Une
La signature Millésime

18 Gironde
Vendanges, l'année des disparités

22 Bègles
Cité numérique : opération séduction

EN RÉGION

24 En bref Nouvelle-Aquitaine

26 Dordogne
Besse et Aupy Technologies. Et ça repart !

28 Landes
Cafés Noiro, l'institution dacquoise reprise

30 Lot-et-Garonne
Les 30 ans de Fruit Gourmand

Le cercle des experts

32 Chronique de la com'
Entreprises : l'art de se raconter

36 Tribune
Économie française : jusqu'ici tout va bien...

Tendances Business

40 Conjoncture
Stagnation du climat des affaires

42 Entreprises
Entrepreneurs : pertes d'emploi en hausse

44 Économie
L'e-commerce pâtit de l'inflation

46 Tendances
Indicateurs CO₂ : objectif et fiabilité

Vini & Culture

48 En bref Sortir en Gironde

50 Le coup de cœur de Philippe
Domaine de Chevalier
Le Pur-sang de Léognan

52 Cinéma
Bernadette

56 Annonces Légales



Gironde En bref



Nouvelle-Aquitaine **LES ETI, LOCOMOTIVES ÉCONOMIQUES DU TERRITOIRE**

« Nous parfimes cinq cents ; mais par un prompt renfort / Nous nous vîmes trois mille en arrivant au port. » C'est avec cette citation du *Cid* de Corneille que Marc Prikazsky, PDG de Ceva Santé Animale et président du club des ETI (entreprises de taille intermédiaire) Nouvelle-Aquitaine, a retracé le parcours du club à l'occasion de ses 10 ans, célébrés le 29 septembre à l'Aérocampus de Latresne.

Si ces entreprises de taille intermédiaire ne sont pas 3 000, elles sont tout de même 125 sur le territoire, génèrent 7,3 milliards d'euros d'activité et 74 000 emplois uniquement en Nouvelle-Aquitaine.

Et pour un emploi créé dans une ETI, près d'un emploi supplémentaire est également créé.

C'est l'une des conclusions de l'étude menée pour l'occasion par le service Études et Prospective (Pôle DATAR) du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine sur un panel de 10 ETI. Elle dresse le portrait d'entreprises solidement implantées dans leurs territoires, grandes exportatrices, et employeuses majeures. 1 million d'euros dépensé par une ETI en Nouvelle-Aquitaine (salaires, achats, impôts) produit 16,5 emplois et 610 000 euros de retombées supplémentaires. Les ETI de Nouvelle-Aquitaine exportent à 86 % leurs produits dans les autres régions et à l'étranger. Leur ancrage régional se traduit par la large part donnée aux achats en France (60,7 %) et en particulier en Nouvelle-Aquitaine (16,5 %), et plus encore par le nombre d'emplois qu'elles représentent en région (69 % de leur masse salariale). Le Club des ETI a également profité de cet anniversaire pour annoncer le lancement de son Université : une offre de formation mutualisée adaptée spécifiquement aux ETI va être proposée aux salariés sur l'ensemble de la région. Ils bénéficieront d'un parcours interentreprises mêlant formation au poste, visites en entreprises et réseaux apprenants. Ce projet sera financé par l'État et la Région Nouvelle-Aquitaine à hauteur de 1,066 million d'euros sur les 2 millions d'euros d'investissement prévus sur 3 ans.



Bordeaux CF RENFORCE SA PRÉSENCE À TOULOUSE

Le groupe d'expertise-comptable bordelais CF (70 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2022, 1 000 salariés) annonce l'acquisition du cabinet Coudouel & Associés, basé à Toulouse. Implanté dans la Ville rose depuis plus de 10 ans, CF compte déjà 4 cabinets sur place. Cette nouvelle opération de croissance externe, la troisième en l'espace de quelques mois, permet au groupe de renforcer son maillage territorial en Occitanie. Le cabinet Coudouel & Associés, dirigé par Jean-Max Coudouel depuis près de 30 ans, compte une dizaine de salariés et a réalisé un chiffre d'affaires de 1,03 million d'euros en 2022. Le cabinet portera désormais le nom de Coudouel & Associés membre du Groupe CF.



Bordeaux OMADA LÈVE 7,1 MILLIONS D'EUROS

Créée à Bordeaux en 2020, l'application de pronostics sportifs gratuite Omada annonce sa première levée de fonds de 7,1 millions d'euros. Menée par Félix Capital, et accompagnée par 20VC, Play Ventures, F4, Motier Ventures et Athletico Ventures, cette levée s'accompagne de l'entrée de plusieurs investisseurs individuels, dont Xavier Niel et le family office de Yuri Djorkaeff. Elle doit permettre à Omada, qui réunit déjà plus de 300 000 joueurs mensuels en France et un million dans le monde, d'accélérer son expansion internationale. Se revendiquant comme « une alternative saine et responsable aux sites de paris sportifs payants », l'application est basée sur des défis et pronostics gratuits entre amis. « L'ouverture du capital d'Omada devrait nous permettre de soutenir nos ambitions à l'international, notamment à destination des États-Unis où l'on constate que plus de 750 000 jeunes souffrent déjà de problèmes d'addiction aux paris. Je suis ravi de pouvoir m'entourer des meilleurs partenaires pour continuer à améliorer l'expérience de jeu, tout en maintenant une proximité forte avec nos utilisateurs, qui fait la force d'Omada depuis nos débuts », assure Adrien Miniatti, CEO d'Omada, dans un article publié par French Tech Bordeaux.



Le siège de DL Menuiserie
au Taillan-Médoc

© D.R.

Mérignac **DL MENUISERIE AMÉNAGE SA CROISSANCE**

DL Menuiserie est une PME girondine qui fournit et installe des menuiseries extérieures et de la protection solaire pour le neuf et la rénovation. Elle est actuellement implantée sur cinq sites : Le Taillan-Médoc (où se trouve son siège), Gujan-Mestras, La Teste-de-Buch, et Biscarrosse et Mimizan dans les Landes. Dans le cadre de son développement, elle ouvre, en ce mois d'octobre, une entité à Mérignac, dans la zone d'activités Ecchobloc, tout en prévoyant un relooking complet de son magasin testerin l'année prochaine. L'objectif de cette entreprise, fondée il y a 30 ans et actuellement dirigée par Clément Descudet, est de passer de 10,5 M€ de CA en 2023 à 15 M€ d'ici 2026. L'entreprise a déjà connu une forte croissance de son activité, son chiffre d'affaires de 3,6 M€ en 2017 atteignait 7,2 M€ en 2020. DL Menuiserie compte aujourd'hui 52 salariés et espère atteindre à terme un effectif de 65 personnes.

Mérignac **PHOTONIS GROUP DEVIENT EXOSENS**

Le leader mondial des tubes intensificateurs d'image, racheté par le groupe d'investissement entrepreneurial HLD en 2021, change de nom. Après avoir acquis 4 sociétés depuis fin 2022, Xenics, Proxivision, Telops et Elmul, diversifiant ainsi ses technologies et produits, Photonis Group devient Exosens et ambitionne d'être le leader mondial des technologies de détection et d'imagerie électro-optiques. « Exosens signifie détecter, voir et donner un sens à ce qui est au-delà. Cela résume parfaitement nos activités : nous révélons l'invisible, nous détectons le monde pour le rendre plus sûr.

Avec la création d'Exosens, nous entendons partager nos valeurs communes avec l'ensemble de l'organisation, en intégrant les nouvelles entreprises et nos nouveaux collaborateurs et en continuant d'offrir des produits de haute performance pour satisfaire nos clients », réagit dans un communiqué Jérôme Cerisier, directeur général d'Exosens. Les 4 marques de produits Photonis, Xenics, Elmul et Telops conserveront leur nom actuel.



© Shutterstock



Bordeaux NOUVEAU CAMPUS DE L'ESBANQUE

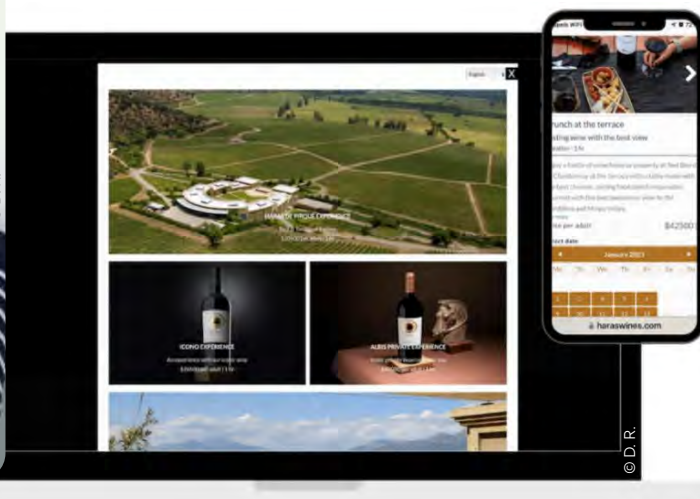
L'École Supérieure de la Banque (ESBanque) a inauguré cet été son nouveau campus à Bordeaux, rue de Tivoli. D'une superficie de 1 600 m² et répondant aux enjeux sociétaux et environnementaux actuels, il permet d'accueillir pour cette rentrée 200 étudiants et 100 intervenants. Il se compose de 6 salles de formation et d'une cour intérieure végétalisée. Ces nouveaux locaux doivent « faire en sorte que l'ESBanque soit l'école de préférence des futurs et actuels banquiers », confie Bertrand Adam, délégué régional Nouvelle-Aquitaine de la société. L'ESBanque propose un éventail de formations diplômantes dans les secteurs de la banque, de l'assurance ou de la finance. Elle est présente dans près de 25 pays avec 300 formations.

© Michel Casse

ÉRIC
WAGNON



© D.R.



© D.R.

Bordeaux VINTRAIL PRO DIGITALISE L'ENOTOURISME

Créée en 2021 par Éric Wagnon, sommelier certifié, la start-up Vintrail Pro, accompagnée par Unitec, est spécialisée dans les logiciels d'oenotourisme et la vente de vin à l'international. Présente en Océanie, en Europe, au Moyen-Orient, en Amérique Latine et en Amérique du Nord, avec un siège à Bordeaux et un autre à Santiago, au Chili, Vintrail Pro propose une solution complète permettant de favoriser la fidélisation des clients dans la durée. Afin d'élargir son offre, elle a récemment lancé un gestionnaire de canaux d'agence de voyage en ligne permettant aux professionnels du vin de se connecter à plus de 5 000 revendeurs tels que booking.com ou tripadvisor.com. « Notre but est d'unifier tous les acteurs pour l'avenir de l'oenotourisme, où la centralisation des réservations et des informations est essentielle pour offrir aux visiteurs une expérience plus complète et personnalisée. Créer une synergie entre toutes les parties prenantes permet de maximiser le potentiel de croissance de l'oenotourisme », assure dans un communiqué Éric Wagnon, PDG de Vintrail Pro.

Le président du Conseil régional
de Nouvelle-Aquitaine, Alain Rousset, et
son vice-président Guillaume Riou



© Sébastien Blanquet-Rivière / Région Nouvelle-Aquitaine

Nouvelle-Aquitaine **LA DIFFICILE ÉQUATION BUDGÉTAIRE DE LA RÉGION**

C'est en réaffirmant ses engagements en faveur des transitions et de la justice sociale, à travers Neo-Terra 2, nouvelle version de la feuille de route qui guide la trajectoire des politiques publiques régionales depuis 2019, que le président du Conseil régional, Alain Rousset, a débuté sa conférence de presse de rentrée, le 29 septembre dernier. Aux côtés de son vice-président Guillaume Riou, qui a rappelé que 46 % du budget de la Région était alloué aux transitions, avec l'objectif d'appliquer l'ensemble de Neo-Terra 2 à l'horizon 2030, Alain Rousset a alerté sur la difficile équation budgétaire de la Région pour 2024. « C'est la première fois de tous mes mandats que nous avons autant de difficulté à établir un budget. Tandis que nous sommes de plus en plus sollicités par l'État pour mener des actions, nous sommes confrontés à la baisse globale de nos ressources », a insisté le président du Conseil régional. La Région, qui a investi la somme record de 988 millions d'euros (avec les fonds européens) en 2023, s'est endettée pour cela de 555 millions d'euros, sans recette nouvelle. « C'est la liberté des politiques territoriales qui est attaquée par l'État », a lancé Alain Rousset, fustigeant la « recentralisation » opérée par le président de la République, Emmanuel Macron. « Les politiques territoriales nécessitent du temps, du dialogue territorial et donc de la décentralisation, pas des petites phrases », a-t-il asséné.

Bordeaux LES CHANTIERS DE LA RENTRÉE DE PIERRE HURMIC

Le 27 septembre, le maire de Bordeaux, Pierre Hurmic, a tenu sa conférence de presse de rentrée. L'occasion d'égrainer les sujets qui occuperont l'équipe municipale durant les prochains mois, parmi lesquels les nombreux chantiers en cours et à venir. Le quartier de Bordeaux Bastide-Brazza continue de prendre forme. Avec déjà 450 nouveaux logements, dont 225 sociaux, 200 autres devraient être livrés d'ici la fin de l'année. Le gros chantier de l'année concerne les allées de Tourny. Objectif : inventer avec les habitants et les usagers l'avenir de ce lieu afin de le rendre apaisant, végétalisé et animé. Ainsi, de janvier à mai 2024, commerçants, riverains ou encore entreprises seront associés par la Ville pour aboutir à un projet collectif. Les aménagements définitifs sont envisagés à partir de 2027. La Ville souhaite aussi continuer d'accroître ses efforts en faveur des mobilités douces, avec 220 nouveaux aménagements cyclables dans les six prochains mois en intra et extra boulevards.

© Marie-Amélie Husson



Gironde TRAIT DE CÔTE : UN DÉFI POUR LES COMMUNES DU LITTORAL

La chambre régionale des comptes vient de rendre un rapport sur la gestion du trait de côte sur l'ensemble du littoral. Il met en évidence que l'érosion côtière s'attaque plus particulièrement aux communes du Verdon et de Lacanau pour la partie nord girondine. Ce recul pourrait atteindre dans certains secteurs jusqu'à 9 mètres par an. Après les premières mesures visant surtout à la protection des biens et services menacés, des stratégies « deuxième génération » sont aujourd'hui initiées. Mais leurs coûts prévisionnels sont nettement supérieurs et leurs financements non garantis. La gestion du trait de côte de 2023 à 2030 par la CMMA (Communauté de communes Médoc Atlantique) est évaluée à 65 M€ HT. Côté bassin d'Arcachon, l'érosion concerne essentiellement Lège-Cap-Ferret au nord et La Teste-de-Buch au sud. Les enjeux menacés estimés à l'horizon 2045 représentent, pour chacune des deux communes, plusieurs centaines de millions d'euros. Le syndicat intercommunal du bassin d'Arcachon conduit également des opérations en sa qualité de GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations). Globalement, la gestion de la bande côtière pour le Bassin a coûté 14 M€ depuis 2011.





Gironde L'ADIE SENSIBILISE À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

6 créateurs d'entreprise sur 10 qui s'adressent à l'Adie sont motivés par l'envie de contribuer à la transition écologique, selon une enquête nationale menée par cette association nationale reconnue d'utilité publique qui accompagne les entrepreneurs locaux. C'est la raison pour laquelle l'Adie organise, jusqu'au 12 octobre, des événements dans le département afin de sensibiliser les chefs d'entreprise à la transition écologique. L'association fait également évoluer son offre avec un « prêt d'apport en capital pour la transition écologique », et un prêt d'honneur « vert » à taux zéro, d'un montant pouvant aller jusqu'à 3 000 euros. « L'Adie veut faire passer le message qu'agir en tant qu'entrepreneur est à la portée de toutes et tous », explique Jean-Marc Ewald, directeur régional de l'Adie.



JÉRÔME
COHADE

Carnet

Action Logement Nouvelle-Aquitaine présente son nouveau président, **Jérôme COHADE**. Le comité régional Action Logement a été renouvelé le 29 juin dernier par son conseil d'administration. Jérôme Cohade, représentant le MEDEF, succède ainsi à **Luc HEURTEBIZE**. Le nouveau président est le gérant de la société Plebac à Mérignac, entreprise de bardage, couverture et étanchéité. Il est aussi vice-président de la Fédération Française du Bâtiment (FFB) Gironde, et membre de la commission nationale Innovation à la FFB. « Je suis fier de rassembler aujourd'hui à l'occasion du lancement d'une nouvelle mandature du CRAL, l'ensemble des représentants régionaux des organisations patronales et syndicales, témoignage de l'importance du modèle de gestion paritaire de notre groupe », se réjouit Jérôme Cohade. Valérie Pujol, représentante Force Ouvrière, a été élue vice-présidente. Ikram Moreno et Christophe Duportal rejoignent également le Comité pour trois ans. Depuis 70 ans, la vocation d'Action Logement est de faciliter l'accès au logement pour favoriser l'emploi.



DANS L'ACTU

Remise de prix au salon l'NOV Pro 2021

**Gradignan
LE SALON l'NOV PRO DE RETOUR
LE 19 OCTOBRE AU SOLARIUM**

La 15^e édition du Salon business des inventions françaises, organisée par Transtech, revient le 19 octobre au Solarium de Gradignan. Dédié aux inventrices et aux inventeurs, aux start-ups innovantes, investisseurs, industriels et grands groupes... l'Nov Pro prévoit des rendez-vous business qualifiés, un concours d'inventions Tremplins, des tables rondes et une conférence inédite. « Dans un monde où nous avons plus que jamais besoin d'inventer et de se réinventer, Transtech met à l'honneur les inventions du territoire et accompagne leur développement. Avec le salon l'Nov Pro, nous souhaitons favoriser l'invention en facilitant les relations entre les porteurs de projets innovants et les acteurs de l'écosystème, leur donner l'opportunité d'échanger concrètement, de manière qualifiée, pour créer de nouvelles collaborations et pour booster leur projet », explique dans un communiqué Julie Baraké, directrice de Transtech.

**Nouvelle-Aquitaine
DEUXIÈME RÉGION DE
FRANCE POUR LA PRATIQUE
DU RUGBY**

Les Néo-Aquitains se hissent sur la deuxième place du podium dans le classement du nombre de licenciés pour la pratique du rugby, réalisé par l'Insee. Sans grande surprise, l'Occitanie occupe la première marche. En 2021, la Fédération française de rugby a délivré 61 800 licences en Nouvelle-Aquitaine, soit 20 % de l'ensemble de France métropolitaine. Il est aussi le quatrième sport olympique le plus pratiqué après le football, le tennis et l'équitation. Rapportée à la population, la pratique est plus fréquente dans les Landes et les Pyrénées-Atlantiques. La ligue de rugby Nouvelle-Aquitaine regroupe au total 386 clubs. Et 13 joueurs sur les 33 sélectionnés dans la liste du XV de France pour la Coupe du monde 2023 sont licenciés dans des clubs de la région. Le nombre de rugbymen est tout de même en légère baisse depuis 2016 (- 4 % pour la région), en partie dû à la crise sanitaire. Seuls 10 % des licenciés sont des femmes.



© Shutterstock

LA UNE

PHILIPPE ET
ALEXANDRA
MONNIN
fondateurs
de Millésime



• Hôtellerie La signature Millésime

DÉCRYPTAGE • Partis de l'acquisition de jolies « maisons » gourmandes et chics dans la région bordelaise, Philippe et Alexandra Monnin, fondateurs du groupe Millésime, ont bâti un groupe hôtelier luxueux en pleine expansion. Avec 8 adresses déjà ouvertes, 9 projets sont actuellement en cours, notamment l'agrandissement du domaine de Raba à Talence et du château Léognan.

Par Nathalie VALLEZ

Tout commence avec la « trilogie bordelaise ». Elle, Alexandra Monnin, avocate d'affaires, lui, Philippe Monnin, chargé de gestion de patrimoine, plutôt heureux dans leur job respectif qui remplit leur vie parisienne depuis une vingtaine d'années. « Comme tout le monde on a parfois envie d'ouvrir un bar à l'île Maurice, mais on ne le fait jamais », s'amuse-t-il. Et puis, la proposition vient d'une amie brocanteuse à Arcachon : une maison pleine de charme en plein centre du Moulleau : « Pourquoi pas faire une chambre d'hôte ? ». Nous sommes à l'été 2014 et Philippe Monnin, qui dispose d'un petit pool d'une

centaine d'investisseurs, clients ou amis, propose à quelques-uns d'investir dans le projet. Sauf que les autres auraient bien aimé participer à un projet d'hôtellerie et le lui font savoir. Lui vient l'idée d'une trilogie bordelaise : « Mer, vignes et ville ».

10 HÔTELS EN 3 ANS

L'aventure prend forme très vite. Côté vignes, des amis ont racheté le château Léognan et Philippe Monnin leur propose de créer un restaurant dans les anciennes écuries. Pour l'adresse bordelaise, ils flashent sur « un petit hôtel particulier » la Maison *La Course* face au jardin public. Un an plus tard, la trilogie est achevée. « On avait les investisseurs, les banquiers, c'était assez simple, on s'était bien



© D.R.

amusés. » Ainsi naît Millésime à l'automne 2015. La suite s'enchaîne aisément : « C'est vrai qu'on a fait 10 hôtels en 3 ans », se félicite Philippe Monnin.

Et peu à peu, ils changent leur activité et se développent sur un modèle : trouver des établissements qui ont une âme pour les transformer en lieux de réception. « On avait envie de belles maisons, un peu cocon, avec un joli décor, des beaux objets, où l'on se sent bien. » Des investissements autour de 4 à 6 millions d'euros pour des lieux d'une centaine de mètres carrés.

LES PETITS FANTÔMES

Suivent le château de Bouilhac en Dordogne, le château de Sacy en Champagne, la Palmeraie à La Baule, et *Aux Vins des Pyrénées* à Paris en 2017. « C'était très opportuniste », revendique Philippe Monnin, « c'est la théorie du petit fantôme ». Il sollicite son réseau et les propositions tombent « comme des petits pains ». « Aujourd'hui, j'en reçois 3 ou 4 tous les jours et je réponds à tout le monde », précise Philippe Monnin.

Quid des petits fantômes ? « Il faut qu'il y ait une âme », répondent-ils de concert, « Il faut ressentir une émotion, vibrer. On visite des choses magnifiques qui nous laissent parfois de marbre. » Vient ensuite le volet économique : prix de vente, travaux, capex...

L'HISTOIRE RACONTÉE À TRAVERS LA DÉCORATION

« On refait tout à chaque fois », continuent-ils, privilégiant des établissements qui sont fermés ou vétustes à l'exception d'un coup de cœur : *La Villa des Orangers* à Marrakech. « C'était la première fois

MILLÉSIME EN CHIFFRES

8 établissements
30 salariés dans la holding Millésime
700 employés sur l'ensemble du groupe
35 millions de CA consolidé
123 millions d'investissement total

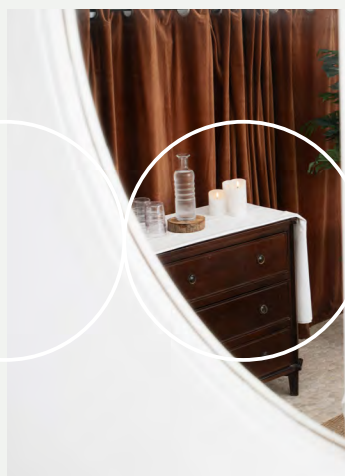
qu'on reprenait un hôtel qui marchait », précise Alexandra Monnin. « On avait la même philosophie, c'était déjà très Millésime », complète Philippe, « Nos maisons sont presque des décors de théâtre. Elles racontent toutes une histoire, un millésime. » Une décoration signée Marie-Christine Mecoen, « la fille du boulanger de mon grand-père, antiquaire qui a eu une vie formidable et qui avait ouvert une boutique à Bagnères-de-Bigorre, on la voulait avec nous ! ». Elle est ainsi devenue directeur artistique du groupe. Avec la multiplication des projets, Cécile Siméone, décoratrice lyonnaise est devenue l'autre inspiratrice de Millésime.

REVENGE TRAVEL

Mais on est en 2020 et le développement du groupe est forcément ralenti par les confinements. « Forcément mais momentanément », tempère Alexandra, « on a été formidablement bien aidés et on a limité la casse. » Aucun licenciement : « Notre projet est avant tout humain ». Vient ensuite le *revenge travel*, l'engouement pour les sorties, les voyages, « une période faste » mais avec son lot de difficultés en raison des changements de mentalité : « On a beaucoup plus de mal à recruter du personnel, beaucoup de gens se sont dit : « la vie avant tout », c'est un vrai changement de paradigme ».

CONCEPT AFFINÉ

La période des confinements est aussi l'occasion pour les Monnin de

Château
Léognanle Domaine
de Raba

“ Nos maisons sont presque des décors de théâtre. Elles racontent toutes une histoire, un millésime ”

prendre du recul et de réfléchir au concept qu'ils vont affiner : « On a commencé par des établissements de petite taille qui correspondaient à notre envie de « maison », ensuite on se retrouve confrontés à un problème de rentabilité économique », souligne Alexandra. L'autre idée est qu'ils veulent développer un

art de vivre global : hôtellerie – restauration, mais aussi spa et activités multiples. Sur leurs 10 adresses, ils décident de ne conserver que les 5 qui peuvent être agrandies et se séparent des 5 autres (notamment de *La Course* à Bordeaux, de la *Villa Pastels* à Arcachon, et *Aux Vins des Pyrénées* à Paris).

NOUVEAUX INVESTISSEURS

« Nous avons décidé de nous recentrer sur des établissements plus grands (30 à 60 clés) », rebondit Philippe Monnin, « avec des investissements bien plus lourds, allant de 15 à 40 millions, dont 5 à 8 millions en fonds propres. » Les poussant à modifier le mode d'investissement.

Le groupe passe alors des *love money* des amis « qui mettaient un ticket de quelques centaines de milliers d'euros » à des *family office* et à des fonds d'investissement. Désormais Millésime se développe sur ce nouveau mode de croissance alliant extension des domaines actuels et achat de nouvelles adresses, dont beaucoup à l'international (cf. encadré) « Mais mis à part Marrakech, on reste sur la France et l'Europe », précisent-ils.

DES ADRESSES GIRONDINES EN DÉVELOPPEMENT

Les travaux vont bon train dans les 2 adresses girondines du groupe. Le Domaine de Raba, qui compte 3 restaurants, des salles de séminaire et un spa, va être agrandi grâce au rachat d'une parcelle attenante. Son offre hôtelière va ainsi passer de 6 à 36 chambres qui seront livrées courant 2024. Quant au Château Léognan « notre ambition est de développer un domaine œnotouristique », prévient Philippe Monnin. La partie château, avec une nouvelle offre hôtelière et son spa, a été livrée en juillet dernier. Les grandes écuries napoléoniennes sont en cours de réhabilitation pour créer d'autres chambres, un restaurant et un bar. Ainsi, en plus du Manège qui propose une cuisine bistrannique de terroir, l'autre restaurant gastronomique proposera une cuisine à la carte, avec des chefs en résidence.



CLÉ EN MAINS

Ce nouveau fonctionnement a induit une nouvelle manière de travailler : « Aujourd'hui, notre modèle économique, c'est l'*asset light* », remarque Philippe Monnin. Hyper sollicités, les époux Monnin visitent des lieux et démarchent des investisseurs : « On source, on trouve les investisseurs pour les murs et on prend le contrat de gestion ». C'est Millésime qui gère les travaux : « tout est livré clé en mains ». Ils sont d'ailleurs en train de passer un accord avec la Caisse des dépôts pour accompagner leurs investisseurs sur les projets français.

LES MAÎTRES DE MAISON

Mais qui dit groupe en expansion dit également culture de groupe. « Chez Millésime, le maître de maison (directeur de chaque établisse-

“ Nous avons décidé de nous recentrer sur des établissements plus grands (30 à 60 clés) avec des investissements allant de 15 à 40 millions, dont 5 à 8 millions en fonds propres ”

ment NDLR), c'est la clé de voûte. Ils ont un rôle essentiel. On leur demande d'être des professionnels de l'hôtellerie, avec le côté réceptif de luxe, palace, et les codes classiques qui vont avec, et en même temps d'être les chefs de village du club med », intervient Philippe Monnin. Professionnalisme et proximité donc. Les profils sont multiples, certains viennent de l'hôtellerie, d'autres faisaient déjà

LE GROUPE MILLÉSIME EN 8 ADRESSES ET 9 PROJETS

8 adresses :

- 2015 : **Le Manège** (Château Léognan)
- 2017 : **Château de Sacy** (Champagne)
- 2018 : **Domaine de Raba** (Talence)
Cocorico à Porto (Portugal)
- 2019 : **Grand Hôtel du Soleil d'Or** (Megève)
- 2022 : **Château de Brindos** (Angleterre)
Villa des Orangers (Marrakech)
- 2024 : **Château de Théoule-sur-Mer** (French Riviera)

9 projets

- Agrandissement** de Raba et de Léognan
- Création** de 14 chambres supplémentaire au château de Sacy
- Château de l'Ile à Oswald (près de Strasbourg)
- Château de Chasselas (en Bourgogne)
- 2 signatures avec recherche d'investisseurs** : Maison Brudern à Budapest et **Rajout d'une quinta** accrochée à la falaise à Cocorico dans la vallée du Douro
- + 2 projets en audit** : Viuva Lamego à Lisbonne et Badia a Colibuono en Toscane.



partie du staf, une est une ancienne danseuse, tout se passe au feeling. Mais si les directeurs ou à l'inverse les petites mains sont faciles à trouver, tout l'encadrement intermédiaire (gouvernantes, chefs de rang, commis de cuisine qui sont capables de transmettre) est très difficile à avoir. « On se bat pour les avoir ! », intervient Philippe Monnin. « Le rapport de force s'est clairement inversé. »

QUESTION DE FEELING

Installés depuis 2 ans à Bordeaux (où sont situés leurs bureaux), les

époux Monnin se déplacent régulièrement dans « leurs maisons ». Pour eux, tout est question de feeling. Chacun doit s'organiser et remplir sa mission. « On essaie créer un sentiment d'appartenance pour développer une marque du réceptif. On essaie de les faire participer. » Ils aiment l'idée de « l'autre luxe ». Que les lieux soient pensés pour les gens qui vivent à 10 km, à 100 km ou à 1 000 km ! « Ces trois clientèles doivent s'y retrouver. » Ce qui prime avant tout, c'est l'accueil. Ainsi, ils n'hésitent pas à parler « d'expérience millésime ». ■

Vendanges L'année des disparités

GIRONDE • Dans un contexte anxiogène, entre fléau du mildiou et arrachage des vignes, les viticulteurs ont assuré la période des vendanges. Heureusement le soleil de fin d'été a pu assurer de beaux volumes, présageant un millésime très frais et aromatique.

Par Nathalie VALLEZ

Alors, la cuvée 2023 sera-t-elle impactée par le mildiou ? Ça dépend des secteurs répondent les professionnels du secteur. « Alors qu'au 15 juin on avait de très belles fleurs, un mois plus tard c'était la panique », reconnaît Christophe Chateau, directeur de la communication du CIVB. Pour autant, les disparités sont importantes.

LE MALBEC LE PLUS SENSIBLE

Tout d'abord, c'est le malbec, cépage le plus courant dans le Bordelais, qui a été le plus impacté par le mildiou selon les zones : « Parfois au sein d'un même vignoble,

certaines parcelles sont très touchées et d'autres très peu » précise Christophe Chateau. La Chambre d'agriculture de Gironde estimait à la mi-juillet que 90 % des parcelles avaient été impactées : « Mais ce n'est pas significatif », nuance Stéphane Gabard, président du syndicat des AOC Bordeaux et Bordeaux Supérieur. « Certains ont perdu 20 à 30 % mais, comme les volumes sont importants, ils s'y retrouvent. D'autres ont perdu entre 50 % et la totalité de leur récolte, c'est très disparate. » Certains secteurs ont été moins touchés comme le Médoc (où le cabernet est majoritaire) ou le Nord Gironde. À l'inverse, Bordeaux, les Côtes de Graves et le Libournais ont été très concernés.

L'AGRICULTURE BIO CHRONOPHAGE

Ces pertes massives ont impacté en particulier ceux qui étaient en conversion bio, mais là encore, il faut nuancer selon Stéphane Gabard : « il fallait être très présent, certains sont aussi très touchés en viticulture conventionnelle, mais », reconnaît-il, « on risque d'avoir des déconversions, l'itinéraire bio est chronophage ». Ceci combiné au fait que le marché du bio ne se porte plus très bien en raison des difficultés de pouvoir d'achat : « La courbe de progression qui a duré 10 ans s'est stoppée », confirme Stéphane Gabard, « ces deux effets combinés pourraient décourager des viticulteurs. » (cf. encadré)

TENSION INTERNATIONALE

La baisse de la consommation ne touche pas que le marché du bio, c'est la tendance du marché en général, et en particulier du vin rouge. « L'export marque le pas », remarque Stéphane Gabard. On ressent une tension internationale, car la production viticole est excédentaire dans bon nombre de pays :

**CHRISTOPHE
CHÂTEAU**

directeur de
la communication
du CIVB



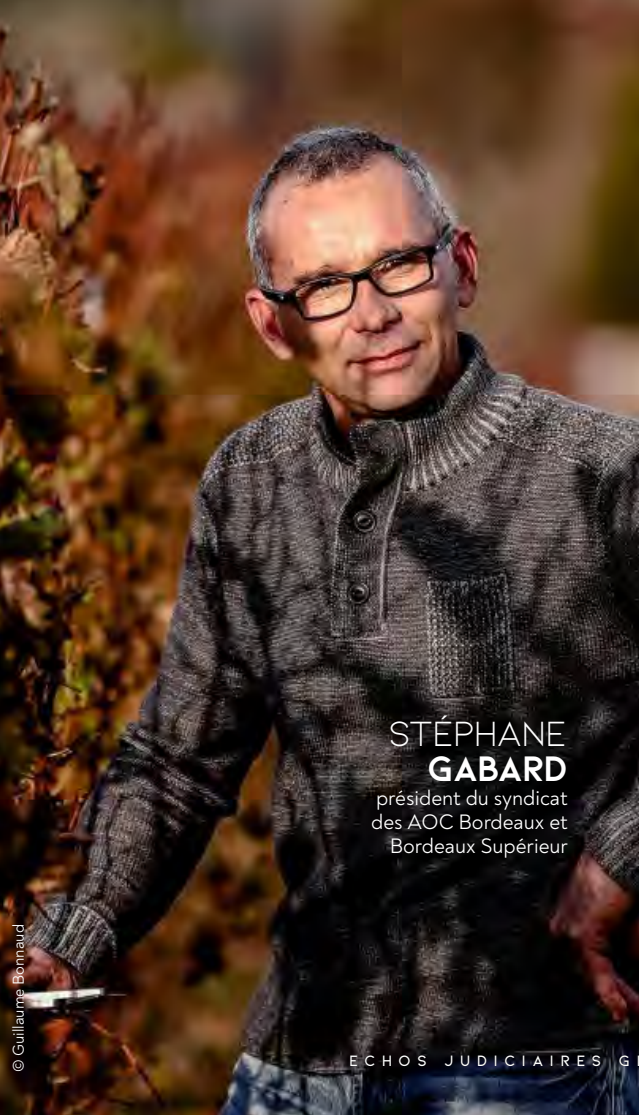
© Guillaume Bonnaud

**LE CHOIX DE L'AGROSYNERGIE
PAR PASCAL CHATONNET**

Comme le remarquait Stéphane Gabard, le fléau du mildiou cet été, en particulier sur les exploitations bio, pourrait bien remettre en question la conversion de certains viticulteurs engagés. Une réflexion menée par Pascal Chatonnet, propriétaire viticole mais aussi chercheur, œnologue, conseil, et fondateur associé du laboratoire d'analyse et d'expertise Excell : « En 2017 on a entamé une conversion biologique, ça faisait déjà 15 ans qu'on n'utilisait plus d'herbicides et qu'on avait éliminé les pesticides complexes. Il nous restait une seule molécule (luttant contre le mildiou) qui n'était pas dans le référentiel bio ».

Pascal Chatonnet décide donc de s'en passer mais les années climatiquement complexes s'enchaînent de 2018 à 2021. « On s'est rendu compte que la prise de risque était excessivement forte parce que, durant cette période, on a perdu l'équivalent (cumulé) d'une récolte. Ce qui a mis en péril l'existence économique du domaine. » Il décide alors d'une nouvelle orientation : « J'ai eu une réflexion plus profonde : notre responsabilité est d'abord sociale en prenant soin de nos salariés, vis-à-vis de nos clients en leur offrant la meilleure qualité sans résidus de produits et enfin vis-à-vis de notre environnement, en favorisant l'activité biologique. »

Il décide alors de stopper le processus de conversion bio et d'engager un processus d'agrosynergie : « C'est la synthèse entre tous les modes de pensée et de production respectueux ausens social et environnemental. Ça commence par la gestion du sol et ça va jusqu'au packaging ». Un engagement synthétisé dans son manifeste en faveur de la viticulture agrosynergique.

**STÉPHANE
GABARD**

président du syndicat
des AOC Bordeaux et
Bordeaux Supérieur

© Guillaume Bonnaud

“ Les pertes massives dues au mildiou ont impacté en particulier les exploitations en agriculture biologique, mais il faut nuancer ”

UNE ANNÉE AROMATIQUE

« L'année 2023 sera celle du blanc ! », prévient l'œnologue conseil Marie-Laurence Porte, du centre de conseil œnologique Enosens. Contrairement aux craintes du mois de juillet, les pluies de la mi-août ont regonflé les grains. « Ce sera un grand millésime pour les blancs secs », remarque Marie-Laurence Porte, « aromatique, complexe avec des arômes de fruits exotiques, d'agrumes et même d'abricot sur le sauvignon et de fruits blancs et d'ananas sur les sémillons, avec un très bon équilibre et une réelle fraîcheur qui lui assurera une bonne longévité. » Côté rosé, là aussi, le millésime est prometteur avec une belle couleur pâle, une bonne acidité et là encore fraîcheur et aromatique. Le vin rouge quant à lui, après une année 2022 exceptionnelle, sera moins structuré mais plus en rondeur et en sucrosité, « des goûts qui correspondent au marché actuel », remarque Marie-Laurence Porte. Les effervescents qui ont le vent en poupe - « beaucoup de petits producteurs commencent à en proposer à partir de blancs de noir », estime Marie-Laurence Porte - auront une belle acidité. « Ça tombe bien, c'est l'équilibre parfait ! » Les liqueux (on était à un tiers des vendanges au moment de l'interview, NDLR) s'annoncent très aériens, fruités et équilibrés.

« L'Australie compte des millions d'hectolitres en excédent, la Californie a lancé un plan d'arrachage, l'Espagne et le Portugal se plaignent aussi de volumes excédentaires. »

UN ARRACHAGE CONCERTÉ MAIS ONÉREUX

Quid de l'arrachage dans le vignoble bordelais ? « 1 100 dossiers environ de pré-inscription ont été déposés jusqu'au 17 juillet, et cela couvrait 9 200 ha », résume Christophe Chateau. 300 concernent des cessations définitives d'activité, et le reste des arrachages partiels pour une diminution de la production. Le dossier est en cours de validation à la commission européenne et devrait être lancé courant octobre. « C'est un arrachage co-construit », souligne Stéphane Gabard, « et ce dispositif intéresse d'autres vignobles, mais il est très contraignant. » En effet, l'arrachage devrait coûter environ 60 millions d'euros, dont un tiers (19 millions) à la charge du CIVB. ■

MARIE-LAURENCE
PORTE

œnologue conseil
chez Enosens



NOTRE SÉLECTION BUREAUX

Tourny Meyer, spécialiste de l'immobilier pour les professionnels.

Trouver des locaux est un choix stratégique. Nos consultants vous accompagnent dans votre recherche. En faisant appel à nos experts, vous bénéficiez de leur connaissance du terrain et des meilleures opportunités du marché. Retrouvez l'intégralité de nos offres sur tournymeyer.fr.



EXCLUSIVITÉ | SILVA BORDEAUX EURATLANTIQUE

- Tramway lignes C et D
- ERP 5^{ème} catégorie type W
- Certification BREEAM Very Good
- Disponibilité immédiate

5 522 m² divisibles



EXCLUSIVITÉ | ASTERIE BORDEAUX EURATLANTIQUE

- Bon capacitaire
- Au pied de la gare Bordeaux Saint-Jean
- Certification BREEAM Excellent
- Disponibilité 17 mois après travaux

10 321 m² divisibles



EXCLUSIVITÉ | BLOOM BORDEAUX LAC

- Au pied du Tramway ligne C
- ERP 2^{ème} catégorie type R idéal pour les écoles
- Certification HQE Excellent
- Disponibilité sous 17 mois

3 722 m² divisibles



COGNITIK BORDEAUX EURATLANTIQUE

- Tramway ligne C
- RT2012 - 30%
- Bureaux et commerces en rez-de-chaussée
- Disponibilité immédiate

1778 m² divisibles



EXCLUSIVITÉ | MADERA MÉRIGNAC

- Tramway ligne A
- Certification BREEAM niveau Good
- Visibilité commerciale sortie rocade n°11
- Disponibilité 2^{ème} semestre 2024

5 534 m² divisibles



EXCLUSIVITÉ | ARTEPARC LE HAILLAN

- Tramway ligne A
- Certifications NF HQE 9* et BBC Effinergie
- Accès rocade n°9
- Disponibilité 1^{er} trimestre 2024

8 385 m² divisibles

LA CONNAISSANCE DES TERRITOIRES •

RENNES | BREST | LORIENT/VANNES | NANTES
BORDEAUX | BAYONNE | TOULOUSE | MONTPELLIER

Tourny Meyer, 318 rue de Fougères, Immeuble le Noven, 35 700 RENNES - Transaction sur immeubles et fonds de commerce (loi Hoguet) - conseil en stratégie immobilière de locaux professionnels - CPI N° 3502 2018 000 028 970 délivrées par la CCI d'Ille et Vilaine - Garantie financière : GALIAN 89 rue de la Boetie, 75008 PARIS pour un montant de 120 000 € - La société Tourny Meyer ne doit recevoir ni détenir d'autres fonds, effets ou valeurs que ceux représentatifs de sa rémunération ou de sa commission.

Tourny
Meyer.

 **JLL**
PARTENAIRE





Cité numérique **Opération séduction**

BÈGLES • La Cité numérique continue de se réinventer pour attirer les entreprises et le public. Événements, services, nouveaux projets... Benoît Chauvi, de l'EPA Euratlantique, et Cédric Vicente, responsable de site Covivio, esquissent l'avenir de ce lieu-totem du numérique néo-aquitain.

Par Jennifer WUNSCH

La Cité numérique, écosystème de bureaux dédié aux entreprises innovantes situé à Bègles, a beau revendiquer un taux d'occupation de ses 26 000 m² de près de 100 %, elle déploie tout un éventail d'arguments pour attirer le public. « L'idée est de faire vivre le lieu. Il s'agit d'un site métropolitain qui a vocation à rayonner », affirme Benoît Chauvi, directeur du développement économique de Bordeaux Euratlantique. C'est pourquoi

l'EPA organisait le 28 septembre des portes ouvertes, destinées au grand public et aux professionnels, avec animations et visite des lieux. Ancien site de tri postal racheté à La Poste par l'EPA Euratlantique, la Cité numérique a subi 4 années de transformation pour devenir le site-totem du numérique de Nouvelle-Aquitaine. « Disposer de ce lieu a participé à l'obtention du label French Tech pour Bordeaux. Nous voulons aujourd'hui continuer cette histoire, et montrer que la Cité numérique n'est pas qu'un immeuble de bureaux », insiste Benoît Chauvi.

“ Nous avons le projet de construire un immeuble de coliving à l'avant de la Cité, afin de toujours répondre au mieux aux besoins des entreprises ”

LOGIQUE D'ÉCOSYSTÈME

Entièrement restructurée par l'architecte Alexandre Chemetoff, qui a ouvert cet ancien bâtiment industriel, lui a ajouté un étage et 2 rues intérieures, et fait aménager 8 500 m² d'espaces extérieurs arborés, la Cité numérique accueille aujourd'hui un millier de personnes, travaillant dans une cinquantaine d'entreprises (SimForHealth, HelloAsso...), grands groupes (One Point, Microsoft Experience Lab, DSI de Sanofi...), acteurs institutionnels (Bordeaux Métropole, la Région Nouvelle-Aquitaine et leurs technopoles), de la formation (Simplon, Cnam...) et start-ups néo-aquitaines. « Cette logique d'écosystème est importante. Il y a ici des entreprises de tous les secteurs, de toutes les tailles, du public et du privé, des acteurs de la formation et des entreprises qui recrutent. Cette proximité fonctionne pour créer du business », assure Cédric Vicente, responsable de site Covivio, foncière propriétaire de 75 % de la Cité numérique.

ATTRACTIVITÉ

« Les recrutements dans le secteur numérique étant complexes actuellement, l'attractivité des entreprises se fait également par le lieu de travail, les services proposés et l'écosystème. À l'heure du télétravail, il faut donner envie de venir au bureau ! », poursuit Cédric Vicente. La Cité numérique revendique ainsi sa connexion directe à la gare Bordeaux-Saint-Jean et au réseau de transport. « Nous travaillons également la continuité urbaine avec les autres quartiers de l'OIN Euratlantique qui sera encore améliorée dans les 3 à 5 ans à venir », affirme Benoît Chauvi. Covivio propose également des services complémentaires, et notamment un service de conciergerie, un café-restaurant, des programmes d'animation pour les résidents, des salles de réunions et d'événementiel et différentes entrées, le tout accessible via une application permettant « de proposer une expérience digitale dans le lieu lui-même », assure Cédric Vicente.

RÉPONDRE AUX BESOINS

Pour continuer d'attirer les entreprises et leurs salariés, l'EPA Euratlantique et Covivio sont actuellement en phase exploratoire sur l'opportunité de construire un bâtiment supplémentaire de 10 000 m² sur une emprise de 2 000 m², située à l'arrière de la Cité. « Nous avons égale-

ment le projet de construire un immeuble de coliving à l'avant de la Cité, afin de toujours répondre au mieux aux besoins des entreprises », assure Cédric Vicente. En attendant, la Cité numérique accueillera d'ici la fin de l'année l'ensemble des équipes de la technopole Unitech, dont le bâtiment historique Condorcet doit être réhabilité. Et un nouvel espace événementiel de Bordeaux Métropole équipé d'un amphithéâtre rétractable pouvant accueillir jusqu'à 200 personnes. ■

LA CITÉ NUMÉRIQUE EN BREF

Imaginée dès 2013 par Bordeaux Métropole, avec la mairie de Bègles et la Région Nouvelle-Aquitaine, la Cité numérique prend vie sur les lieux d'un ancien site de tri postal libéré par La Poste dans les années 2000. Porté par l'EPA Euratlantique, qui y a investi plus de 40 millions d'euros, la cité-totem de 26 000 m² ouvre en mai 2019 après 4 ans de travaux, et une attention particulière portée à la lumière, au son et à la dimension environnementale. Afin de porter cet investissement conséquent, l'EPA Euratlantique a vendu 25 % du lieu à une quinzaine d'entreprises qui y louaient leurs bureaux. Les 75 % restants, soit 18 000 m², ayant été vendus à la foncière Covivio. Bordeaux Métropole et la Région Nouvelle-Aquitaine s'étaient au préalable engagées à louer environ 2 500 m² chacune à Covivio, qui accueillent notamment les équipes de French Tech Bordeaux. Covivio, qui propose à la location 15 000 m² de bureaux, a également installé 3 000 m² d'espaces de coworking de sa filiale Wellio, avec salles de réunion, espaces communs et bureaux opérés privés de 4 à 20 personnes.



BENOÎT CHAUSI



CÉDRIC VICENTE

Nouvelle-Aquitaine En bref



Tonneins UN SALON DES MATÉRIAUX BIOSOURCÉS

Les 12 et 13 octobre se tiendra à Tonneins le 2^e salon des matériaux de construction bio et géosourcés organisé par la CAPEB 47. Développer l'usage des produits biosourcés et géosourcés dans la construction constitue un axe de travail majeur pour le secteur du bâtiment. Les enjeux sont multiples : utiliser des ressources renouvelables, réduire les émissions de CO₂, améliorer les performances énergétiques des logements et répondre aux demandes posées par la RE2020 pour la construction neuve. Dans la population et les collectivités territoriales, il y a une prise de conscience des bénéfices de la construction durable, en termes de coût carbone, de coût matière, de déchets, d'économies d'énergie et plus globalement de qualité de vie. Les entreprises artisanales du bâtiment sont invitées à découvrir ces matériaux qui sont bons pour la planète et pour l'économie locale.



Marmande GAROROCK EN VENTE

C'est une surprise que l'on n'ait pas vu venir. Vivendi a mis en vente le festival Garorock (acquis en 2018), en compagnie d'une dizaine d'autres événements (ODP à Talence notamment) et de son activité billetterie. Une décision difficile à comprendre et qui inquiète beaucoup le microcosme lot-et-garonnais puisqu'avec 145 000 festivaliers, l'édition 2023 a été un franc succès. Les raisons évoquées sont la concurrence internationale dans le secteur et le souhait de Vivendi de se recentrer sur d'autres activités. Pour l'instant, inutile de chercher sur les sites de vente en ligne une quelconque annonce, l'affaire a été confiée par mandat exploratoire à une banque d'affaires internationale qui va sonder le marché et mesurer la faisabilité de l'opération. En attendant de connaître le futur de cette démarche, les Lot-et-Garonnais retiennent leur souffle pour le plus grand événement du département.

Agen LE MIN SE MODERNISE

L'Agglomération d'Agén et la Sogolemin en charge de l'exploitation du site, ont engagé un projet majeur de restructuration du carreau du MIN, plateforme historique de rencontre entre l'offre des producteurs et la demande des acheteurs (restaurants, épiceries...). Ces travaux permettront de diversifier les apports et de répondre aux nouvelles attentes des circuits alimentaires de proximité par la création d'une logistique adaptée (quais, production de froid, développement de services). De nouvelles surfaces commerciales favoriseront la valorisation des productions locales et participeront à l'attractivité d'un pôle alimentaire de référence régionale et au soutien de la fonction productive des territoires agricoles du Sud-Ouest. Mise en service prévue début 2024.





Périgueux LA MAISON DÉPARTEMENTALE DE L'HABITAT SORT DE TERRE

La pose officielle de la première pierre de la maison départementale de l'habitat avait lieu le 25 septembre. L'objectif de ce projet est de regrouper en un seul et même lieu, à Périgueux, sept structures publiques et semi-publiques au service de l'aménagement du territoire et de l'habitat : l'Adil24 (Agence départementale d'information sur le logement), Soliha (Association solidaire pour l'habitat), l'Agence technique départementale (ATD24), le CAUE (Conseil en architecture urbanisme et environnement), l'office HLM Périgord Habitat, la Semiper (Société d'économie mixte d'Équipement du Périgord) et le service habitat du Département. Le chantier devrait s'achever à l'automne 2024, pour un coût total de 13,5 millions d'euros hors taxes, et accueillir 280 salariés début 2025. Elle rejoindra les nouvelles constructions du quartier d'affaires de Périgueux.

Périgueux UN PREMIER COMMERCE DANS LE QUARTIER D'AFFAIRES

Café Couleur a ouvert ses portes, lundi 25 septembre, dans le quartier d'affaires de Périgueux. Il s'agit d'un coffee shop proposant également de la restauration rapide, où tout est fait maison, et local. Nils Palard et Élinor Hathaway ont mis l'accent, dans cet établissement à la déco industrielle, sur la qualité de leurs cafés et thés « d'exception ». Il s'agit du tout premier établissement de restauration dans ce quartier en développement de Périgueux, où « on ne manque pas de bouches à nourrir », sourit le cogérant. Le binôme bénéficie déjà de l'aide de deux salariées et espère rapidement « devenir un acteur du quartier, il y a beaucoup de choses à faire, et c'est ce qui nous plaît ». À terme, 1 600 salariés devraient faire vivre le quartier en journée. Le café accueille désormais ses clients du lundi au vendredi de 8 h à 18 h.



L'équipe du
Café Couleur

© D. R.



Dordogne LE SPST SE MOBILISE POUR OCTOBRE ROSE

Le Service de Prévention et de Santé au Travail Corrèze Dordogne se mobilise, cette année encore, pour Octobre Rose. Pendant tout le mois, des plaquettes seront mises à disposition dans les centres, tout comme des flyers sur le dépistage. Si au sein du service, la sensibilisation se fait tout au long de l'année, elle est renforcée pendant ce mois symbolique et les professionnels rappellent l'importance de la prévention, par la mammographie et l'autopalpation. Et, pour envoyer un signal fort à tous les Périgourdiens, pour alerter et marquer les esprits, le SPST, en partenariat avec le comité féminin Dordogne, installera, route de Lyon à Périgueux, des balles de foin roses.

Besse et Aupy Technologies **Et** **ça repart !**



DORDOGNE • Placé en liquidation judiciaire après les violents orages qui ont anéanti son outil de travail en juin 2022, l'équipementier de Ribérac a été repris en mars 2023 par Kevin Viaud, un ingénieur parisien de 38 ans reconverti dans le conseil aux industriels. Les premiers résultats sont prometteurs.

Par Léontine AMART

Nouveau nom, nouveau logo. L'entreprise Besse et Aupy, rebaptisée depuis mars 2023 Besse et Aupy Technologies, est de retour après une pause forcée de dix mois. Placée en liquidation judiciaire en octobre 2022, quatre mois à peine après les violents orages qui ont anéanti son outil de travail en juin, la société spécialisée dans l'équipement de véhicules de remorquage a trouvé un repreneur en la personne de Kevin Viaud, un ingénieur parisien de 38 ans reconverti dans le conseil aux industriels.

« Je cherchais une entreprise au sein de laquelle je pourrais développer les solutions que j'apporte à mes clients dans le cadre de mon activité de consultant et je suis tombé sur l'annonce légale qui faisait état du placement en liquidation judiciaire de Besse et Aupy », explique le nouveau propriétaire de l'entreprise basée à Ribérac. « Il ne

“ Nous allons d'abord réaffirmer notre vocation d'équipementier auprès des entreprises de dépannage, des administrations (Sdis, police) et des associations ”

m'a pas fallu très longtemps pour me projeter à la tête de la société. La marque Besse et Aupy était forte et son potentiel de développement certain. »

LE BÂTIMENT A ÉTÉ RACHETÉ 40 000 EUROS

Depuis Paris, où il passait encore tout son temps, l'ancien ingénieur passé par EADS Sogerma services, Bombardier ou encore Safran, s'est rapproché de la Communauté de communes du Périgord Ribéracois (CCPR), alors candidate au rachat des bâtiments de Besse et Aupy (ou de ce qu'il pouvait en rester après les intempéries de juin 2022). « L'intercommunalité a acquis le site pour 40 000 euros et pris l'engagement de le réhabiliter pour la somme d'un million d'euros », raconte celui qui a su pour sa part convaincre le tribunal de commerce de Périgueux de lui céder l'ancien fleuron industriel.

Les travaux de réfection ont démarré en juin 2023, mais sont encore loin d'être terminés. « Compte-tenu de l'ampleur des dégâts, il faudra probablement encore plusieurs mois avant de pouvoir intégrer les bâtiments », concède le patron de Besse et Aupy Technologies qui a trouvé momentanément la parade pour relancer l'activité. « Nous avons créé un atelier de chaudronnerie, une cabine de peinture et une cabine de grenailage en extérieur », détaille celui qui a laissé parler son expérience pour gérer la situation. « J'ai appliqué à l'entreprise les conseils que je dispensais et que je dispense encore

“ Nous nous positionnerons sur le marché de la sous-traitance (ferroviaire, défense, aéronautique) ”

dans le cadre de mon travail de consultant pour les industriels », confie Kevin Viaud, dont les efforts d'imagination n'ont pas tardé à produire leurs effets. Alors que beaucoup la disaient condamnée à disparaître sous peu du paysage industriel périgourdin, Besse et Aupy Technologies a réussi à honorer sa première commande en juillet 2023, moins de deux mois après la reprise de son activité. « C'était une dépanneuse faite sur mesure pour la société Depann' express implantée en Charente », précise Kevin Viaud.

UNE ÉQUIPE DE SALARIÉS COMPÉTENTS

Le jeune chef d'entreprise garde la tête froide. S'il a pu relever ce premier pari avec autant d'aisance, c'est parce qu'il a pu s'appuyer sur une équipe de 13 personnes, composée de 5 cadres (commercial, achat, production, bureau d'études, qualité et service après-vente) et de 8 métalliers (chaudronniers, peintres et équipementiers). « Tous sont des anciens salariés de Besse et Aupy », note Kevin Viaud, qui se défend d'avoir « repris » le personnel de l'entreprise liquidée. « Je considère qu'ils ont été recrutés en raison de leur savoir-faire, de leur expertise, et surtout de leur motivation. Les huit métalliers savent que demain, ils

seront appelés à former les futures recrues de l'entreprise. »

Car le dirigeant ne manque pas d'ambitions pour la PME ribéracoise dont il veut diversifier l'activité en s'appuyant sur les compétences de ses équipes. « Nous allons d'abord réaffirmer notre vocation d'équipementier auprès des entreprises de dépannage, des administrations (Sdis, police) et des associations pour lesquelles Besse et Aupy avait l'habitude de travailler », confirme le jeune ingénieur, qui entend au passage valoriser correctement le savoir-faire de la marque. « Dans un deuxième temps, qui pourrait arriver très vite, nous nous positionnerons sur le marché de la sous-traitance : le ferroviaire, la défense ou encore l'aéronautique qui ont d'importants besoins en la matière. Or l'entreprise a le bon profil pour répondre à certaines commandes, qu'il s'agisse de pièces chaudronnées ou à peindre », veut croire Kevin Viaud, convaincu que le nouvel essor de Besse et Aupy Technologies dépendra de sa capacité à s'ouvrir à de nouveaux marchés. ■

BESSE ET AUPY EN RÉSUMÉ

L'histoire de Besse et Aupy est tout sauf un long fleuve tranquille. Fondée en 1974, la PME a connu son âge d'or pendant les années 1980. De ses ateliers sortaient chaque année 250 engins de relevage entièrement équipés, dont certains étaient même exportés en Belgique. Placée en redressement judiciaire en 2014, la société a été rachetée par le leader du dépannage en Dordogne, Philippe Verdier et son associé, le concessionnaire automobile Christophe Deluc, qui s'est retiré de l'affaire en 2020. Besse et Aupy employait 31 salariés au moment où Philippe Verdier a déposé le bilan.



KEVIN VIAUD
DG de Besse et
Aupy Technologies

Cafés Noiro L'institution d'acquiescence reprise



LANDES • Venue de la grande distribution, Flavia Tholon a repris les Cafés Noiro, en janvier dernier à Dax. Avec l'idée de garder l'identité de ce petit commerce de proximité aux 200 références de thés en vrac et cafés en grains.

Par Julie DUCOURAU

Déjà sept décennies que les effluves de café fraîchement torréfié émanent de la petite boutique de la rue Neuve donnant sur le grand marché du samedi matin de la cité thermale. Cette institution et ses odeurs associées, Flavia Tholon les connaît depuis ses années lycée à Borda, où a fini par atterrir cette native d'Alsace de parents italiens ayant rejoint les Landes par le biais de leur autre fille mariée à un militaire de la base de Dax.

FORMATION AVEC LE MOF EN TORRÉFACTION

Après des études en alternance en action commerciale à Pontonx-sur-l'Adour, Flavia Tholon grimpe tous les échelons dans la grande distribution, d'hôtesse de caisse à directrice d'enseigne ces dernières années à Linxe. À la quarantaine, les Cafés Noiro lui ont semblé l'endroit idéal pour se lancer à son compte. « J'avais fait le tour professionnellement. Dans mon dernier poste de direction, la relation à la clientèle me manquait et j'avais envie d'avoir



200 références de thés,
16 cafés en grains du monde entier
torréfiés et moulus
sur place, et un coin arts de la
table et machines à espresso

mon propre commerce de proximité. C'est clairement une reconversion. Quand j'ai vu l'annonce par hasard, j'ai foncé », rembobine cette amatrice de défis. En neuf mois, tout s'est enchaîné jusqu'à reprendre, donc, la boutique de Jean-Philippe Rivière qui l'a accompagnée dans son apprentissage, ainsi que la chambre de métiers et de l'artisanat (CMA) qui l'a guidée, et le réseau Initiative Landes, avec un prêt à taux zéro et un parrain, ex-chef d'entreprise qui a répondu à ses questionnements. « Quand on est directrice chez Leclerc, on a beaucoup de responsabilités, mais il y a toujours un n+1 pour vous conseiller. Là on se retrouve tout seul, donc c'est important d'être bien entouré », confie-t-elle, également secondée par son mari et associé, toujours là pour le rush des cafés du samedi matin servis au comptoir.

Sur cette première année, l'entrepreneuse a décidé de ne rien changer et d'attendre l'an prochain pour « des petits travaux de lifting et se sentir plus chez (s)oi. » Le torréfacteur trône toujours à l'entrée de la boutique pour produire environ 100 kg chaque jour. Et pour en maîtriser les subtilités et sublimer les graines de café, elle a effectué sa dernière formation avec le Meilleur ouvrier de France (MOF) en torréfaction, Mikaël Portannier. Brésil, Honduras, Nouvelle-Guinée, Éthiopie, Rwanda... 16 cafés différents sont ici disponibles,

ainsi que 200 thés. « Je travaille aussi avec une petite

coopérative péruvienne dans une démarche bio-équitable », précise-t-elle, l'envie d'aller bientôt sur place rencontrer les producteurs.

DÉVELOPPER LA CLIENTÈLE DES PME

Ses clients sont à 90 % des particuliers dont certains fidèles depuis 50 ans, et le reste des PME (agences bancaires et immobilières, campings, épicerie, salons de thé, pâtisseries, restaurateurs, etc.), un secteur qu'elle aimerait développer dans sa nouvelle société qui faisait jusqu'ici un chiffre d'affaires annuel de 250 000 euros. Sur son site internet, la plupart des acheteurs sont des curistes avec qui elle a sympathisé durant leur séjour et qui continuent de commander une fois chez eux.

On trouve aux Cafés Noiro aussi quelques dosettes déjà prêtes, mais sa marque de fabrique c'est bien le grain entier, torréfié sur place et moulu sur demande. « Il y a eu la vogue Nespresso, mais il y a une prise de conscience de la part de la clientèle de l'intérêt d'avoir un produit ultra-frais sans aucun conservateur et sans des tas de capsules en plastique ou aluminium. Ici, les torréfactions ont toutes moins d'une semaine. Les clients préfèrent prendre des petites quantités et revenir régulièrement, ça se sent au niveau du goût et c'est moins cher ! » ■



ÉMERIC
CALADEN
au siège de
Fruit Gourmet

Les 30 ans Fruit Gourmet

LOT-ET-GARONNE • L'entreprise de transformation de fruits séchés basée à Allemands-du-Dropt a fêté sa troisième décennie d'existence. Avec la deuxième génération familiale aux commandes, Émeric Caladen et Michaël Besse continuent de nourrir des projets pour Fruit Gourmet en développant la filière houblon.

Par Jonathan BITEAU

Aux confins du Lot-et-Garonne, de la Dordogne et de la Gironde, se trouve une pépite dont le Sud-Ouest a le secret. En effet, c'est à Allemands-du-Dropt que se situe Fruit Gourmet, une success-story familiale qui vient de fêter ses 30 ans cette année.

« JE NE SUIS PAS LE FRUIT DU HASARD »

L'entreprise a été fondée par Jean-Yves Cadalen en 1993 avec une formule qui est restée : « Je ne suis pas le fruit du hasard ». Le concept original est simple : acheter des productions de fruits pour les sécher, les conditionner et les revendre à une clientèle essentiellement professionnelle, de l'agroalimentaire ou de la restauration. Le procédé de séchage préserve toutes les qualités nutritionnelles nécessaires à une alimentation équilibrée. L'entreprise démarre avec l'abricot, la figue, le raisin et le pruneau. Devant le succès rencontré, la gamme s'élargit : mangue, papaye, banane, pomme, amande et noisette viennent compléter l'offre. En 30 ans, Fruit Gourmet a changé de dimension : les effectifs sont passés de 3 à 50 personnes, les bâtiments de 500 à 6 300 m² et le chiffre d'affaires de 60 000 à 10 millions d'euros.

PIONNIER DE LA FILIÈRE HOUBLON

Deux choses sont restées constantes chez Fruit Gourmet depuis les origines : l'implantation à Allemands-du-Dropt et la continuité de la ferme familiale sur les terres environnantes. En effet, une cinquantaine d'hectares continue d'être cultivée avec une quarantaine en grandes cultures, 5 hectares de pruniers et la nouveauté depuis 3 ans : le houblon. Cette plante grimpante produit une fleur qui, séchée, donne l'amertume à la bière. Encouragée par la Chambre d'Agriculture de Lot-et-Garonne, la filière houblon pilotée par la société Hopen, basée à Agen et dirigée par Lucie Leboutteiller, est émergente.

“ En 30 ans, les effectifs sont passés de 3 à 50 personnes et le chiffre d'affaires de 60 000 à 10 millions d'euros ”

FRUIT GOURMET : 30 ANS EN DATES

1993 : création d'ID Fruit plus dans l'ancienne ferme familiale

1995 : 1^{re} extension du bâtiment

2006 : changement de nom et naissance de Fruit Gourmet

2011 : transmission à Michaël Besse et Émeric Cadalen

2015 : nouvel agrandissement

2020 : lancement de la production et du séchage du houblon

2022 : l'export représente 20 % du CA

2023 : nouveau bâtiment de 1 600 m² avec panneaux photovoltaïques couvrant 50 % des besoins.

CA : 10 millions d'euros, effectif de 50 personnes et surface de 6 300 m²

“ La culture du houblon nécessite un investissement de 40 à 50 000 euros à l'hectare ”

ALIMENTER DES BRASSERIES DANS TOUTE LA FRANCE

L'objectif est d'alimenter des brasseries sur tout le territoire national en houblon français bio et conventionnel. Cette culture nécessite un investissement de 40 à 50 000 euros à l'hectare, l'achat d'une machine de triage, de matériel agricole spécifique et la redécouverte de pratiques de cultures oubliées dans une région où l'arboriculture est reine. « La difficulté, c'est le séchage et la transformation en pellet du houblon », explique Émeric Cadalen qui a dû faire venir d'Europe



LES MARQUES DE FRUIT GOURMET :

- **Les Fruits du Sud** : fruits sélectionnés dans leur région de production
- **Lilifruit** : fruits bios
- **Fruinergy** : alliance de fruits et de plantes bienfaitantes
- **Fruit Gourmet** : fruit moelleux et au sirop pour épicerie fines et colis gastronomiques
- **Bio Fruit Gourmet** : fruits bios dans emballage recyclable
- **Collection Gourmet** : solutions fruitées pour les professionnels de la restauration
- **Indusfruits** : gamme répondant aux professionnels de l'agroalimentaire

de l'Est une machine spécifique. Malgré ces obstacles, en 3 ans, la récolte est passée de 500 kg à 1,5 tonne. Et Fruit Gourmet fait partie d'une association : « Houblons de Terroirs », qui regroupe 8 producteurs cultivant 25 hectares, soit 20 tonnes environ en 2023, sur 15 variétés de houblons.

UN COFFRET SPÉCIAL COUPE DU MONDE

Sud-Ouest oblige, Fruit Gourmet est impliqué en ovale auprès de l'US Marmande et du Sporting Union Agenais. Un investissement qui a incité la marque à proposer un coffret spécial coupe du monde avec des chips de pommes, des rillettes de canard et de la bière brassée par « Ici on brasse » à Auriolles avec le houblon de Fruit Gourmet. Une collaboration bienvenue pour Émeric Cadalen : « On n'a pas la vocation de tout faire, on aime bien faire travailler les locaux ! ». ■

A professional portrait of Claire Goutines, a woman with long, wavy, light brown hair and bangs. She is smiling warmly at the camera. She is wearing a dark grey blazer with gold buttons over a black top with a white lace-like pattern. Her hands are clasped together, holding a white pen with gold accents. She is wearing a ring on her left hand. The background is a dark, solid color.

CLAIRE
GOUTINES

L'Entreprises Art de se raconter

CHRONIQUE DE LA COM' • Quête de sens, perte de lien due au télétravail, difficultés pour attirer les talents et recruter... plus que jamais les organisations ont besoin de réenchanter leurs relations en interne et en externe. Pour cela, elles introduisent dans leur communication de nouvelles narrations.

Par Claire GOUTINES,
rédactrice et secrétaire générale de l'APACOM

Les entreprises comprennent de plus en plus l'importance de travailler leur storytelling, tant pour les équipes internes afin d'expliquer la genèse de la société et de valoriser les savoir-faire, que pour l'externe pour mieux humaniser leurs messages. Quels sont les bons leviers pour mettre en récit son activité, ses valeurs, ses spécificités ?

UNE HISTOIRE UNIQUE... À PARTAGER

Les dirigeants ne voient pas toujours ce qu'ils peuvent raconter. Il y a pourtant 1 000 choses à dire, qui viendront compléter des messages publicitaires plus classiques. Le storytelling emprunte justement des chemins différents : au lieu de parler produits, l'approche narrative s'attache à montrer les projets, les relations humaines, les ambitions, les impacts positifs de l'activité. Cette prise de parole unique et personnalisée favorise l'adhésion du lecteur et son engagement, notamment sur les réseaux sociaux où les commentaires, partages et autres « like » augmentent l'e-réputation des entreprises.

COMMENT CRÉER DU CONTENU ÉDITORIAL ?

En fait, tout le quotidien et l'actualité d'une organisation constituent potentiellement des pistes d'histoires, sur lesquelles le dirigeant peut développer une approche narrative. En voici quelques exemples :

“ Le storytelling favorise l'adhésion ”

- Un recrutement : ce sont des compétences qui arrivent et une personnalité qui a un parcours, des envies, de l'enthousiasme. Parler de ce nouveau collaborateur entraîne un double effet positif : exposer de façon détournée le dynamisme de la société et valoriser le salarié fraîchement embauché.

- Portrait du dirigeant. Montrer une vie d'entrepreneur, avec son lot de doutes, de tops et de flops, de changement de cap et d'espérances...





© Shutterstock

- Des projets commerciaux ou techniques, comme un appel d'offres remporté, l'investissement dans une nouvelle machine qui va multiplier vos opportunités, un marché qui s'ouvre à l'export... Le chef d'entreprise est légitimement fier de les présenter, dans la limite bien sûr de la confidentialité et de ce qu'il a envie de partager sans dévoiler ses axes stratégiques.

- Le lancement d'un produit. Plutôt que de parler technique, le storytelling interrogera ceux qui l'ont conçu ou qui l'utilisent déjà. Citer un salarié, un client ou un partenaire, c'est placer l'humain au cœur du récit et de l'expertise.

- La démarche RSE de la structure, via le soutien à une association locale ou à une action solidaire. En donnant la parole à ceux qui bénéficient de cette aide, la société illustre indirectement son engagement citoyen et responsable.

- Un fournisseur récemment référencé, qui amènera avec lui un gap technologique ou un sourcing propice à une labellisation orientée vers la qualité, l'environnement...

RENFORCER LA MARQUE EMPLOYEUR

À l'heure où les entreprises peinent à trouver des candidats, ce qu'elles font à l'intérieur doit se montrer à l'extérieur. Elles ont compris la nécessité de travailler et maîtriser leur image pour attirer des talents. Comme l'écrivait Laëtitia Richez, Présidente de l'APACOM, dans une précédente chronique (lire EJV 7060-7061), la communication dans les organisations doit plus que jamais créer du lien en interne et en externe. À ce titre, les résultats de l'Observatoire des Métiers de la Communication en Nouvelle-Aquitaine mené par l'APACOM montrent, entre autres enseignements, l'émergence de la marque employeur parmi les préoccupations des annonceurs. Elle vient en 3^e position dans leurs projets, illustrant ainsi les difficultés des entreprises à recruter.

Le storytelling en constitue un axe essentiel. Il fournit des éléments de réassurance sur ce que l'entreprise donne à voir d'elle. L'identité, les points forts, la qualité de vie au travail, la vision... est-ce une réalité ? L'une des meilleures manières de répondre consiste à recueillir et partager les avis des collaborateurs eux-mêmes.



“ Transformer les salariés en ambassadeurs ”

LES PAROLES DES SALARIÉS, LA MEILLEURE DES PREUVES

Pour convaincre les candidats qu'elle est un endroit où il fait bon travailler, l'entreprise a tout intérêt à s'appuyer sur des témoignages de salariés. Leur donner la parole est un excellent moyen non seulement d'améliorer sa marque employeur, mais également de mobiliser les collaborateurs, développer leur sentiment d'appartenance à la structure et les transformer en ambassadeurs.

Car, quelle que soit la nature de leur poste, de nombreux salariés sont passionnés. Ils aiment raconter leur vécu et ce qui les fait vibrer. En région par exemple, une ETI dans le secteur du transport interroge tous les mois un conducteur, et diffuse son témoignage sur ses réseaux sociaux. L'un d'entre eux livre des matériaux de construction. Ce qu'il apprécie ? Qu'un chantier ne ressemble pas à celui d'à côté, que les accès sont souvent difficiles et qu'il doit trouver une solution coûte que coûte, parce que les équipes sur place comptent sur lui. Et il aime aussi manipuler l'immense grue qui ira déposer délicatement la palette de parpaing. Une autre

conductrice, avec un profil plus rare donc dans cet univers masculin, effectue des ramassages de volailles en Bretagne. Ce qui la fait vibrer ? Le contact avec les éleveurs, et l'autonomie au volant de son camion. Tous ont en commun d'aimer leur travail. Ils sont fiers du matériel qu'ils utilisent, ils racontent l'entraide avec les collègues, et sont ravis de s'exprimer, à condition bien sûr d'avoir la garantie que leurs propos seront respectés. Car cette parole positive pour l'entreprise est tout aussi valorisante pour le collaborateur interrogé. Prendre le temps de l'écouter, de lui permettre d'expliquer son métier, de considérer que son quotidien est digne d'intérêt... a un impact très bénéfique.

Le storytelling a pour objectif de faire émerger la singularité de l'entreprise, les points saillants qui font sa différence et qu'on ne retrouve nulle part ailleurs. À l'heure où l'intelligence artificielle bouscule nos pratiques, y compris en communication, on peut noter que cette approche narrative basée sur la force du témoignage et du récit n'est pas (encore ?) disponible sur ChatGPT... ■



© Shutterstock

Économie française :

jusqu'ici tout va bien...

TRIBUNE • Alors que la Banque de France prédit une croissance annuelle de 0,7 % cette année, l'économie hexagonale semble mieux résister que celle de ses voisins européens. Mais dans un contexte morose, la situation pourrait se dégrader...

Par le professeur Jean-Marc FIGUET
Bordeaux School of Economics
Responsable du Master « Banque et Finance »

Notre économie se porte bien, ou en tout cas, mieux que ses consœurs européennes. Au 2^e trimestre 2023, la croissance du produit intérieur brut - le PIB, c'est-à-dire la somme des richesses créées par les agents économiques - a augmenté de 0,5 %, soit 5 fois plus qu'au 1^{er} trimestre selon l'Insee (2023). Dans ses dernières projections macroéconomiques parues en juin, la Banque de France table sur une croissance annuelle de 0,7 % pour 2023. Le gouvernement parie toujours sur une croissance de 1 %.

Cette performance est à souligner pour, au moins 2 raisons. D'une part, la croissance en Allemagne recule de 0,4 % au 2^e trimestre et les prévisionnistes anticipent une récession pour 2023 du fait du poids de l'industrie

métallurgique et manufacturière dans un contexte de repli de la demande de ses clients étrangers. D'autre part, la bonne performance de l'économie française s'explique par le commerce extérieur, traditionnel tendon d'Achille depuis 20 ans. En effet, le commerce contribue positivement à la croissance (+ 0,7 %) portée par le dynamisme de nos exportations (+ 2,6 %). Dans le détail, les exportations de matériel de transport ont bondi de 11,2 % suivies de près par les opérations de cokéfaction et de raffinage (+ 10,3 %).

CONSOMMATION DE MÉNAGES EN BAISSE

En revanche, le moteur séculaire de notre économie, la consommation des ménages, a baissé de 0,4 % au 2^e trimestre 2023 après avoir été nulle au 1^{er} trimestre.

JEAN-MARC
FIGUET



Nous consommons moins. La faute à l'inflation ! Son rythme annuel, en juin, est de 4,5 %. Elle est certes en repli par rapport à 2022 (5,2 %) mais reste à un niveau très élevé par rapport à la décennie 2010. L'analyse des composantes de l'inflation montre que l'augmentation des prix de l'alimentation s'élève à 13,7 % sur un an. Le coût de notre panier freine notre consommation et se répercute sur nos autres dépenses telles que l'habillement ou les services. La baisse de la demande intérieure implique une baisse des recettes fiscales (TVA, impôts sur les sociétés) perçues par l'État.

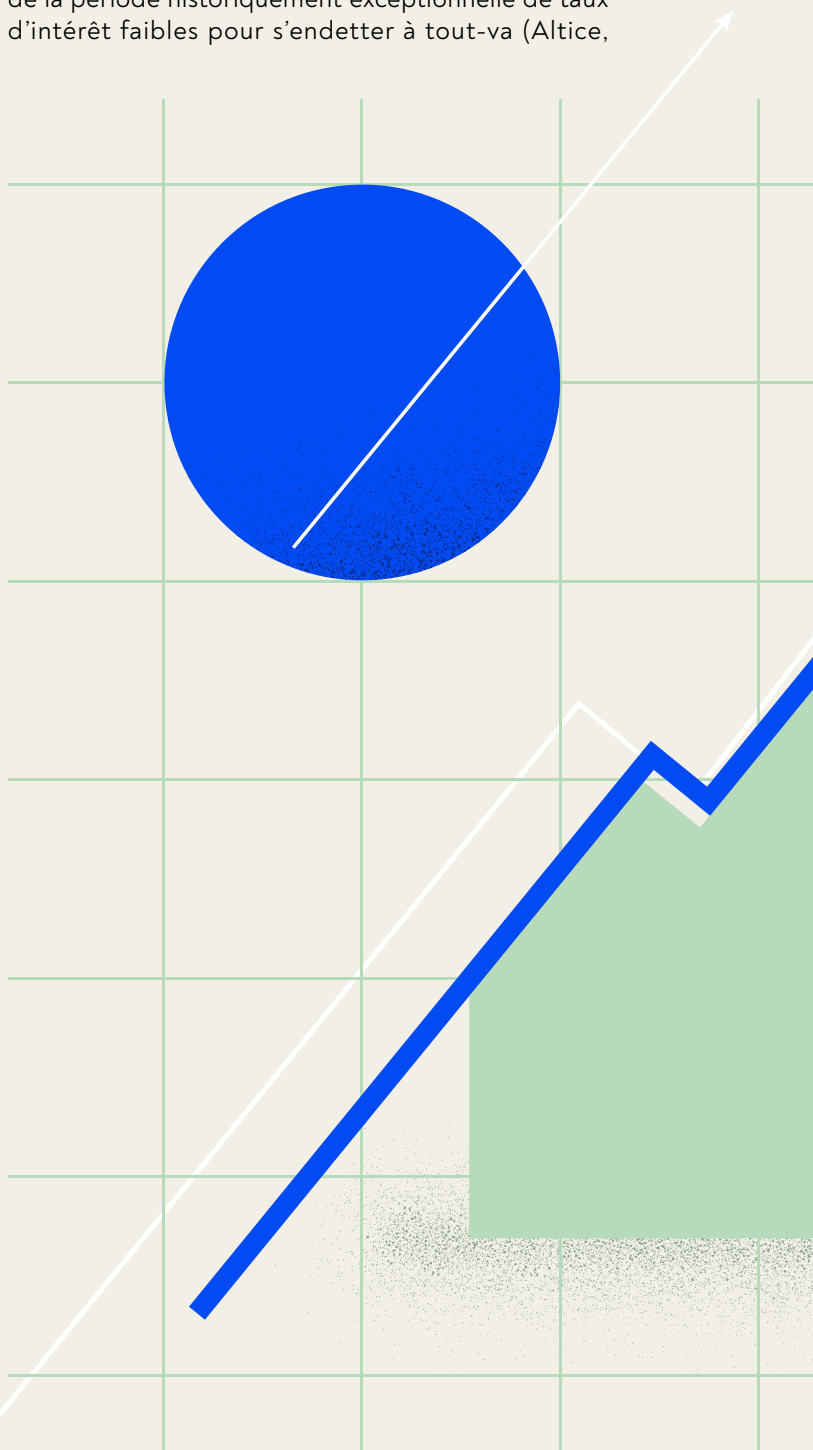
Un autre facteur entre en jeu dans l'explication du ralentissement de la consommation des ménages : les taux d'intérêt. Ils ont fortement augmenté depuis 1 an pour contrecarrer la flambée des prix issue des effets du post-Covid et de la guerre en Ukraine. Depuis le 14 septembre, la BCE a relevé son taux directeur à 4,5 %. Pour mémoire, ce taux était à 0,5 % en juillet 2022. Les conditions de financement ont donc brutalement changé et vont engendrer des effets perturbateurs dans le comportement des ménages, mais aussi des entreprises et de l'État.

“ La fin du « quoiqu'il en coûte » marque un retour à la normale et donc, un resserrement des conditions financières ”

Pour les ménages, le renchérissement du coût du crédit est un puissant facteur de chute de la demande. Ainsi, le tableau de bord de l'Association des Sociétés Financières indique une baisse des crédits à la consommation au 1^{er} trimestre 2023, avec notamment un effondrement des prêts personnels de plus de 25 % ! Il en va de même pour les crédits immobiliers dont le volume a chuté de 40 % en 1 an selon la Banque de France. Après les années folles de l'endettement (2015-2022) à des taux d'intérêt nominaux faibles, voire nuls, le marché du crédit de l'immobilier chute. La FNAIM prévoit une baisse de 15 % des transactions immobilières en 2023. Les banques ont durci les conditions d'emprunt, à la fois pour satisfaire aux exigences réglementaires du Haut Comité de Stabilité Financière et pour gérer leurs risques. De leur côté, les ménages hésitent à s'endetter alors que les prix des biens immobiliers ne baissent pas encore significativement. La remontée des taux grève significativement leurs capacités d'endettement. Et la perspective d'une baisse des prix fait craindre aux ménages de subir une moins-value sur leur investissement. Tous les intervenants du marché immobilier sont touchés par la hausse des taux : les agences, les courtiers, les promoteurs, les constructeurs... On achète moins, on emprunte moins, on construit moins.

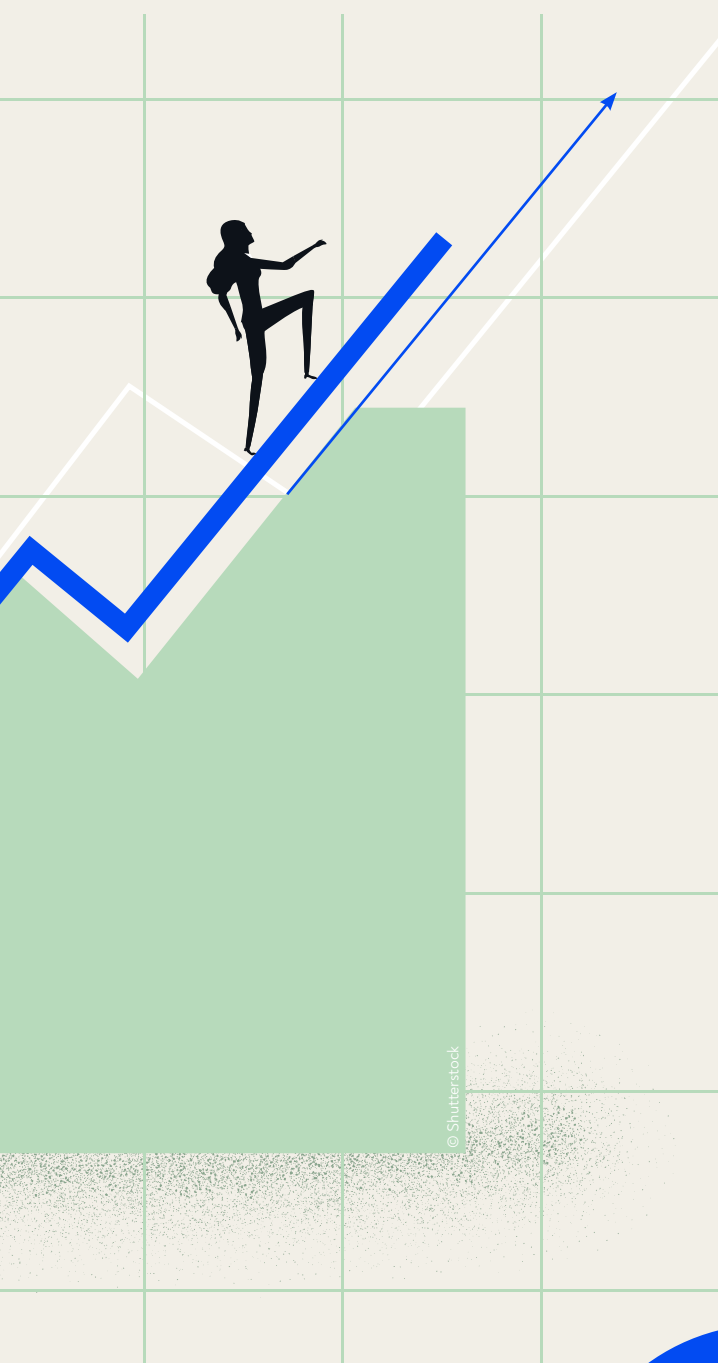
RESSERREMENT DES CONDITIONS FINANCIÈRES

Mais la hausse des taux d'intérêt ne limite pas ses effets à la seule sphère immobilière. Toutes les entreprises vont être, peu ou prou, affectées. Les TPE et les PME constatent que le financement de leurs besoins en fonds de roulement ne peut se faire qu'à un coût de plus en plus élevé auprès de leurs banques. La fin du « quoiqu'il en coûte » marque un retour à la normale et donc, un resserrement des conditions financières. Les grandes entreprises, en particulier celles qui ont profité de la période historiquement exceptionnelle de taux d'intérêt faibles pour s'endetter à tout-va (Altice,



“ On le sait, la dette française est dans le collimateur des agences de notation ”

Casino...), paient aujourd'hui le prix fort de leur stratégie. Grandes ou petites, les entreprises fragiles vont disparaître du paysage dans le nouvel environnement financier. Un indice de la dégradation de la situation



© Shutterstock

des firmes se trouvent dans les statistiques de la Banque de France relatives au nombre de défaillances mensuelles. Force est de constater que ce nombre augmentent progressivement pour retrouver son niveau d'avant crise sanitaire. En juillet 2023, près de 50 000 entreprises, essentiellement des TPE-PME, ont déposé leurs bilans. La prédiction de Warren Buffet concernant les stratégies des investisseurs sur les marchés financiers, « c'est quand la mer se retire qu'on voit ceux qui se baignent nus », s'applique également aux entreprises.

LA DETTE FRANÇAISE

L'évolution des taux d'intérêt frappe également les conditions d'endettement de l'État français. En juin 2023, l'encours de la dette publique négociable est de 2 384 milliards d'euros selon l'Agence France Trésor, soit environ 110 % du PIB. Le déficit budgétaire en 2023 devrait friser les 5 % du PIB. L'État a donc un besoin structurel de financement externe qu'il satisfait par l'émission d'obligations sur les marchés. De 2011 à 2020, l'État français a émis de la dette à des taux quasi-nuls sur des marchés financiers abreuvés de liquidités par les Banques Centrales. Ce contexte favorable lui a permis de mener, sans véritable contrainte, une politique contra-cyclique pendant la crise sanitaire et de financer le bouclier tarifaire électricité. Mais, la hausse des taux d'intérêt accroît mécaniquement la charge de cette dette et réduit les marges de manœuvre budgétaire. L'ordre de grandeur fourni par Bercy est de 17 milliards de charge supplémentaire à chaque augmentation de 1 % des taux d'intérêt. Rappelons qu'en juillet 2021, l'État s'endettait à 20 ans à 0,65 %. En juillet 2022, à 2,34 %. Et, en juillet 2023, à 3,22 %. Le coût de la dette s'accroît donc sur un stock qui ne cesse lui-même d'augmenter. On le sait, la dette française est dans le collimateur des agences de notation. Toute dégradation de la note se traduira par une augmentation de la prime de risque, c'est-à-dire le taux d'intérêt de la dette, et donc de la charge de la dette. En outre, la désinflation qui est en cours peut impliquer des taux d'intérêt réels - l'écart entre les taux d'intérêt nominaux et le taux d'inflation - sur la dette positifs. Apparaîtrait alors un effet « boule de neige » où l'État s'endetterait pour payer les intérêts. Cette situation interdirait toute politique budgétaire contra-cyclique, comme en 2020, et poserait la question de la stabilité de la dette.

Jusqu'ici tout va bien. L'économie française apparaît relativement dynamique dans un contexte morose. Mais, sans hausse du pouvoir d'achat des ménages, sans innovation et investissement des entreprises, sans discipline budgétaire de l'État, la situation pourrait rapidement se dégrader. ■

Stagnation du climat des affaires

CONJONCTURE • En septembre, le climat des affaires enregistre son cinquième mois de stabilité. La situation s'améliore dans l'industrie, mais se dégrade sensiblement dans le commerce de détail, selon l'Insee.

Par Aïcha BAGHDAD
et B. L.



Encéphalogramme de nouveau plat en septembre. Le manque de ressort de l'économie française et l'essoufflement de la demande continuent de peser sur la confiance des dirigeants en cette rentrée. L'indicateur qui synthétise le moral des patrons, se maintient encore tout juste au niveau de sa moyenne de longue période (100), et ce, depuis le mois de mai, selon l'enquête mensuelle publiée le 21 septembre par l'Insee. Derrière cette stabilité globale, les évolutions demeurent cependant contrastées, selon les secteurs d'activité.

LE MORAL DES INDUSTRIELS REBONDIT, CELUI DES COMMERÇANTS FLÉCHIT

Dans l'industrie, la confiance des dirigeants repart, après une nette dégradation, pour gagner deux points par rapport à août, à 99. Cette amélioration traduit principalement des opinions plus favorables des chefs d'entreprise quant à leurs perspectives personnelles de production. Et les tensions sur les difficultés de recrutement s'affaiblissent : la part d'entreprises se déclarant limitées dans leur production par une insuffisance de personnel reflue à 25 %, après trois mois consécutifs de hausse. En ce qui concerne les sous-secteurs industriels, le moral des patrons est très détérioré dans l'agro-

alimentaire (86), mais rebondit dans la fabrication de biens d'équipement.

De son côté, le climat des affaires lié au commerce de gros, publié tous les deux mois par l'Insee, progresse légèrement passant de 92 en juillet à 94 en septembre. Cette évolution s'explique par un regain d'optimisme concernant les livraisons reçues de l'étranger et les intentions de commandes. La confiance quant aux perspectives générales d'activité reste stable depuis mars 2023.

Dans le commerce de détail (y compris la réparation automobile), en revanche, le moral des patrons fléchit. À 103, l'indicateur se replie de deux points sur un mois. Les perspectives générales restent défavorables. Les soldes d'opinion liés aux ventes, passées et prévues, s'affichent en baisse, tandis les anticipations de commandes demeurent stables. Et les responsables sont plus nombreux que le mois précédent à considérer que l'évolution de la situation de leur entreprise est difficile à prévoir.

“ Les tensions sur les difficultés de recrutement s'affaiblissent ”

LES SERVICES ET LE BÂTIMENT SE STABILISENT

En baisse depuis janvier, le climat des affaires dans le bâtiment semble quasi stable en septembre. À 105, ce dernier demeure supérieur à sa moyenne historique. Les professionnels du secteur sont plus pessimistes concernant leur activité, passée comme prévue. Leur opinion sur leurs carnets de commandes se dégrade légèrement.

Dans les services, le climat des affaires reste stable lui aussi, depuis le mois de mai. L'indicateur associé se situe à 102 en septembre. S'il s'améliore dans l'immobilier et le transport routier de marchandises, il reste bien inférieur à sa moyenne. Dans l'hébergement-restauration, impacté par les arbitrages

de consommation des ménages, le moral des patrons « se replie nettement et passe, pour la première fois depuis janvier 2022, sous son niveau moyen », indique l'Insee.

Le dernier baromètre trimestriel Bpifrance le Lab/ Rexecode confirme que les perspectives dégradées de la demande pèsent de plus en plus sur l'activité des entreprises : 41 % des dirigeants interrogés, fin août-début septembre, les citent parmi les principaux freins à l'activité, soit 6 points de plus par rapport au second trimestre, devant les coûts et prix trop élevés (34 %).

Globalement, le climat de l'emploi, s'améliore quant à lui légèrement en septembre (+ 2 points à 104). Il est porté par un meilleur ressenti quant à l'évolution future des effectifs dans les services (hors agences d'intérim). ■

Entrepreneurs Pertes d'emploi en hausse

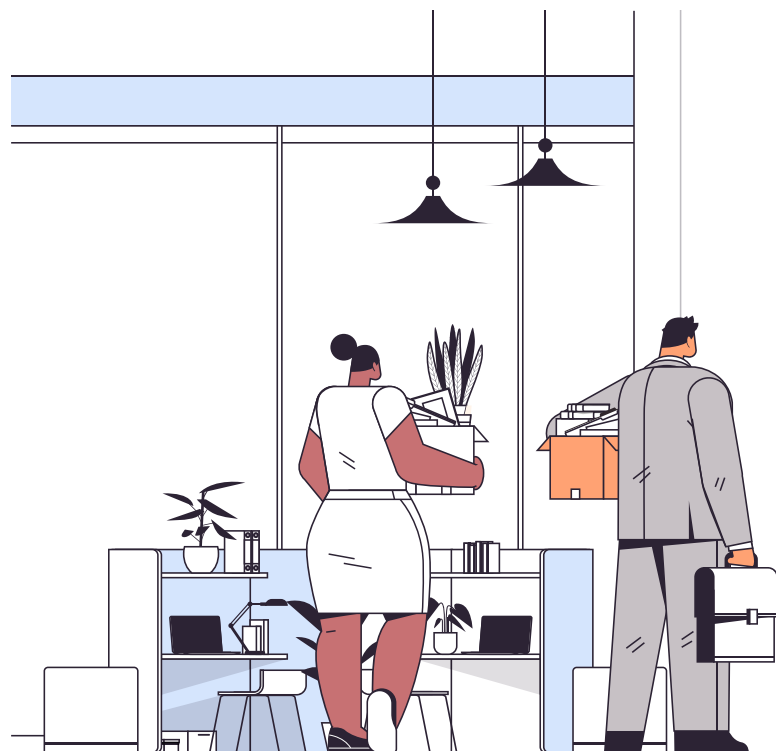
ENTREPRISES • Frappés par une conjoncture économique incertaine, les chefs d'entreprise sont de plus en plus nombreux à être confrontés au chômage. Plusieurs grands secteurs d'activité se trouvent en difficulté, particulièrement la construction et le commerce.

Par Aïcha BAGHDAD et B. L.

En phase avec la remontée des défaillances d'entreprises, davantage de dirigeants perdent leur activité professionnelle. D'après l'Observatoire de l'emploi des entrepreneurs, étude réalisée par le cabinet Altares, spécialisé dans l'information sur les entreprises, et l'association patronale GSC, 25 296 patrons se sont retrouvés au chômage entre janvier et juin 2023. Ceci correspond à une hausse de 36,6 % sur un an, renouant ainsi avec le niveau d'avant-pandémie.

Plusieurs facteurs contribuent à la fragilisation des entrepreneurs : l'inflation, la hausse des coûts des matières premières et des taux d'intérêt, le remboursement des PGE (prêts garantis par l'État) ou encore la baisse des carnets de commandes. « Dans ce contexte, le nombre de défaillances d'entreprises, et donc de pertes d'emplois de dirigeants, continuera de progresser au cours du second semestre 2023, mais encore en 2024 », prévient Frédéric Barth, Directeur Général d'Altares.

“ La construction figure au premier rang des secteurs impactés ”



CERTAINS SECTEURS PLUS SOUFFRANTS QUE D'AUTRES

La construction figure au premier rang des secteurs impactés, enregistrant 5 713 nouvelles pertes d'emploi chez les entrepreneurs, ce premier semestre. Le commerce suit avec 5 614 patrons en situation de chômage. À un an d'intervalle, ces chiffres progressent respectivement de 50 % et 47,2 % pour ces deux secteurs qui représentent quasiment la moitié des liquidations judiciaires enregistrées à l'échelle nationale. L'hébergement-restauration, les débits de boisson (+ 65,9 %) et les services aux particuliers (dont la coiffure et la beauté) ont également été affectés par la réduction des dépenses des ménages engendrée par la flambée des prix.

Mais la plus forte hausse des faillites (+ 76,4 %) a été constatée dans le domaine de l'assurance et de la finance, principalement chez les courtiers et gestionnaires d'actifs, fragilisés par les tensions sur l'immobilier. Le secteur des services aux entreprises semble le plus épargné, avec une augmentation de 39,8 % « mais de fortes disparités apparaissent entre les activités », souligne l'étude.

LES SENIORS PARTICULIÈREMENT VULNÉRABLES

S'agissant des profils des entrepreneurs, les seniors restent les plus touchés par les pertes d'emploi. Plus d'un tiers des dirigeants concernés ont plus de 51 ans, ce qui impacte leur capacité à rebondir professionnellement. Mais, la hausse du taux de chômage est aussi alarmante chez les dirigeants de moins de 30 ans (+ 40,1 % pour les moins de 26 ans ; + 43,2 % pour les 26-30 ans), et « pose la question de l'accompagnement de ces jeunes chefs d'entreprise face au risque de perte

d'emploi », pour l'Observatoire. Les tranches d'âge 31-40 ans et 41-50 ans paient également un lourd tribut avec respectivement 6 282 et 6 803 entrepreneurs ayant cessé leur activité.

En ligne avec les liquidations judiciaires, les dirigeants à la tête de petites structures de moins de cinq salariés enregistrent environ 90 % des pertes d'emploi, ce premier semestre. Cependant, les autres structures n'ont pas échappé aux défaillances : le nombre de chefs d'entreprises touchés comptant entre 20 et 49 salariés a plus que doublé sur un an (+ 104,4 %). De même, pour ceux déclarant plus de 2 millions d'euros de chiffre d'affaires, la hausse est estimée à plus de 100 %. Les professions libérales sont, en revanche, nettement moins impactées avec une hausse de 10,2 %.

L'ÎLE-DE-FRANCE, RÉGION LA PLUS TOUCHÉE

Au niveau territorial, aucune région n'échappe à cette dégradation. Dans près de la moitié d'entre elles, la hausse des pertes d'emploi se chiffre à plus de 50 %, note l'étude. Compte tenu de son poids économique, l'Île-de-France est celle la plus frappée par le chômage des entrepreneurs : près de 5 500 d'entre eux ont été touchés ce premier semestre, soit une hausse de 47,9 %. Elle est suivie par l'Auvergne-Rhône-Alpes qui compte 2 900 dirigeants ayant perdu leur emploi (+ 57,6 %). La Normandie, la Nouvelle-Aquitaine, l'Occitanie et les Pays de la Loire n'échappent pas à cette tendance : la montée du chômage des patrons s'établit à plus de 53 %. La Provence-Alpes-Côte d'Azur subit une plus faible évolution des pertes d'activités professionnelles avec une augmentation de 37,8 %, mais compte près de 2 500 patrons au chômage. ■



© Shutterstock

L'e-commerce pâtit de l'inflation

ÉCONOMIE • Au deuxième trimestre 2023, l'e-commerce affiche une croissance de 8,3 % de son chiffre d'affaires, pour atteindre 39,3 milliards d'euros. Mais les ventes de produits ont diminué de 1 %, certains secteurs connaissant des chutes plus importantes, comme la mode.

Par Anne DAUBRÉE

Longtemps resté à l'écart, l'e-commerce a fini par rejoindre la tendance générale. Le 19 septembre dernier, la Fevad, Fédération du e-commerce et de la vente à distance, a rendu publics les chiffres de l'évolution du secteur au second trimestre 2023. Durant cette période, l'e-commerce a réalisé 39,3 milliards d'euros de chiffre d'affaires, soit 3 milliards d'euros de plus que l'an dernier à la même période. Sur un an, le volume des transactions a progressé de 5,3 % (571 millions recensées). La croissance a été assurée par les services (+ 14 % ce trimestre). En particulier, les secteurs des transports, du tourisme et des loisirs ont été actifs.

Néanmoins, si la dynamique globale des ventes des services se poursuit, elle « ralentit sous l'effet de l'inflation, après plusieurs trimestres marqués par des hausses successives de plus de 30 % », note la Fevad, dans un communiqué. Et côté produits, la situation est plus difficile encore : d'avril à juin 2023, les ventes ont légèrement diminué (- 1 %), prolongeant la tendance des derniers trimestres déjà caractérisée par un affaissement de la consommation. « Face à l'inflation qui perdure, les ménages réduisent donc leur nombre d'achats et font des arbitrages », commente la Fevad. Dans le détail, dans le panel des sites leaders de la Fevad, la catégorie « meubles et décoration » a baissé de 2 %, et celle des produits

techniques a chuté de 14 %, tandis que le secteur beauté progressait (+ 5 %). Quant à l'habillement, il a reculé de 8 %.

À LA MODE ?

En fait, selon l'Institut français de la Mode, ce secteur est pénalisé quel que soit le circuit de distribution. En cause : « l'augmentation des prix de l'énergie ou celle des produits alimentaires (qui) a conduit certains ménages à revoir leurs arbitrages de consommation au détriment des achats de mode ».





Côté offre, sur Internet, ce premier semestre, les acteurs internationaux ont attiré les consommateurs plus que ceux nationaux, d'après l'institut Kantar : le volume des ventes des premiers a crû de 3,1 %, quand celui des seconds a baissé de 2,7 %. Actuellement, sur le podium figure en tête Vinted, qui représente à lui seul 12,6 % des volumes vendus. Il est suivi d'Amazon (9,1 %) et de Shein (8,4 %), H & M, Zalando, Veepee, Kiabi, Blanche Porte, Showroom privé, Decathlon... Mais sur le secteur de la mode, en dépit de la baisse des volumes vendus constatée par la Fevad, Internet ne manque pas d'atouts dans le contexte actuel marqué par l'inflation. En effet, il est de plus en plus utilisé par les consommateurs pour comparer les prix, d'après une étude Kantar sur l'habillement. Et pour l'institut d'études, les parts de marché de la mode en ligne devraient croître, boostées par la seconde main, une utilisation transgénérationnelle, une expérience d'achat optimisée et l'arrivée probable de mastodontes sur la toile (Primark, Action...). ■



Indicateurs CO₂ objectif et fiabilité

TENDANCES • Indicateurs d'émission CO₂ sur nos achats courants : quelle fiabilité, quel intérêt ? Des plateformes de vente en ligne mettent en avant ce critère. Mais comment élabore-t-on ces indicateurs ?

Par Pierre MANGIN

Avec la constatation de l'urgence climatique, la priorité est donnée à la réduction drastique des émissions des gaz à effet de serre, notamment le CO₂ (outre le méthane, le protoxyde d'azote, l'ozone troposphérique...), dues aux activités humaines. Dans son rapport de mars dernier, le GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat) est clair : c'est la réduction des émissions de gaz à effet de serre qui « déterminera en grande partie, d'ici à 2030, si le réchauffement peut être limité à 1,5 °C ou à 2 °C ». Il faut faire beaucoup plus car la tendance des émissions de CO₂ à venir, provenant des infrastructures existantes de combustibles fossiles, « dépassent déjà le budget carbone restant pour une limitation à 1,5 °C ».

Le réchauffement climatique est suivi à travers la température moyenne globale de la planète, l'étendue des glaces et le volume des océans (qui tendent à se dilater). Le concept de gaz à effet de serre est déjà pré-

sent dans la directive européenne 2003/87/CE, et leur liste a été fixée en France, sur cette base, par le Conseil d'État. Cette liste, comme les divers autres concepts et indicateurs environnementaux, est inscrite dans le Code de l'environnement, qui mis à jour régulièrement sur le portail Légifrance.

Comme le souligne l'Ademe (Agence de la Transition écologique), les données chiffrées s'avèrent donc essentielles. Elles alimentent notamment des indicateurs, qui existent par milliers. En France, le ministère de l'Écologie en a sélectionné 22 permettant de suivre quatre enjeux écologiques majeurs : le changement climatique, la perte de biodiversité, la raréfaction des ressources et la multiplication des risques sanitaires environnementaux.

GAZ À EFFET DE SERRE ET CONSOMMATION D'EAU

Certains experts proposent des indicateurs qui dissocient les activités humaines à l'origine des pressions (modes de production, de consommation, inégalités, démographie...), les pressions elles-mêmes (consommations de ressources et émissions de polluants), l'état actuel de l'environnement (taux de concentration) et les conséquences écologiques, sociales et économiques de la dégradation de l'environnement, et, enfin, les mesures prises.

Ces mêmes experts soulignent que l'empreinte environnementale doit non seulement prendre en compte les gaz à effet de serre, essentiellement le CO₂ (ou, mieux, l'unité commune « équivalent CO₂ »), mais également l'empreinte en eau (« water footprint »), essentiellement l'eau douce consommée, rejetée et potentiellement polluée, à retraiter. Il est question alors d'« empreinte écologique ». L'ensemble du cycle de vie du produit ou service suivi doit être pris en considération, depuis l'extraction des matières premières, la fabrication, le transport, l'utilisation et la fin de vie (recyclage, réutilisation, incinération, etc.).

La conception d'un indicateur environnemental reste complexe, surtout lorsqu'il se veut « synthétique ». Un indicateur doit aider à rendre compréhensible une situation et son évolution. Malgré ses limites et ses biais, il doit permettre, *a minima*, des comparaisons dans le temps, et donc un constat des avancées réalisées. Il nécessite le traitement de données de base avec un mode d'emploi ou « conventions de calcul », autorisant l'interprétation.

“ La valeur ou la pertinence des indicateurs posent évidemment question ”

La valeur ou la pertinence des indicateurs posent évidemment question : en termes de fiabilité ou véracité des chiffres fournis, et en termes de degré de confiance (alerte aux manipulations, au « greenwashing » commercial, visant à communiquer une image positive, contraire à la réalité). La bonne démarche consiste à les pratiquer en les testant, en les comparant.

DANS TOUS LES SECTEURS

Dans le domaine du numérique (informatique, smartphones...) il existe quantité d'indicateurs, comme le référentiel NegaOctet, issu des travaux du labo LCIE Bureau Veritas, APL Data Center, GreenIT.fr, en réponse à un appel à projets de l'Ademe. Cette base contient 1 500 composants et équipements classés selon quatre niveaux de granularité. À chaque équipement sont associés jusqu'à 30 facteurs d'impacts : de l'épuisement des ressources abiotiques au réchauffement global, en passant par l'« eutrophisation » (saturation de nutriments). En 2024, il est prévu de fusionner la base Impacts de l'Ademe et la base Carbone, utilisée par l'administration.

Dans la construction et le bâtiment, il faut mentionner la base de données INIES, qui détient 3 500 références, suite à l'entrée en vigueur de certaines réglementations récentes. Elles donnent une sorte de carte d'identité des bâtiments et des équipements (cf. les PEP Ecopassport).

Comme l'automobile ou l'aéronautique, le secteur informatique a également développé de nombreux KPI (*Key Performance Indicators*), comme le DCEM (*Data Processing and Communication Energy Management*) élaboré par le groupe de travail eG4U et normalisé par l'ETSI (*European Telecommunications Standards Institute*). Plus précis que le PUE (*Power Usage Effectiveness*) créé par les fournisseurs de serveurs et de datacentres, il est utilisable pour les certifications ISO ; il a été extrapolé auprès des smart Cities, adopté par l'association des villes européennes EuroCities.

BILAN CO₂ PERSONNEL

Une bonne façon de s'initier à ces indicateurs est de s'autoévaluer, individuellement. Il existe une demi-douzaine d'indicateurs en ligne, reposant sur des questionnaires, parfois presque ludiques... Citons celui de la fondation Good Planet ou Footprint Calculator, ou encore Hello Carbo, Nos GESTes Climat et Riftapp.fr. Comme le suggère Carbo, il peut être intéressant et « citoyen » de distinguer sa consommation usuelle (transport, alimentation, énergie, logement, tels ou tels achats ou services), qui pèse la plus grande part, et la part dépensée en services publics et en infrastructures, soins, éducation, culture, etc. À titre indicatif, l'empreinte CO₂ transport d'un Français est de 2,9 tonnes CO₂ par an, sur 11 au total (chiffres 2019). Un simple vol transatlantique peut vous valoir près de 1 tonne... ■



Saint-Émilion LA FÊTE DES VENDANGES

55 Grands Crus Classés de Saint-Émilion présentent la première édition de leur « Fête des Vendanges », un week-end de convivialité et rencontres les 14 et 15 octobre 2023. Les Grands Crus Classés de l'Association célèbrent le temps des vendanges en accueillant les amateurs de vin autour de balades dans le vignoble, visites de lieux emblématiques du patrimoine, ateliers gourmands, dégustations exclusives, spectacles et conférences. Des déjeuners vigneron sont proposés dans différents lieux, ainsi que le dîner de la Gerbaude au Château de Ferrand pour clôturer l'événement.

www.saint-emilion-tourisme.com

Sortir en Gironde En bref

Bordeaux MIYAZAKI EN TAPISSERIE

Rouverte en juin 2018 après une rénovation totale, la salle des fêtes Bordeaux Grand Parc célèbre ses 5 ans d'ouverture et lance sa 6^e saison artistique et culturelle. À cette occasion, la salle reçoit en exposition une tapisserie d'Aubusson exceptionnelle sur l'œuvre de Miyazaki : *Le Château ambulante*. La ville de Bordeaux et la Cité internationale de la Tapisserie d'Aubusson (CITA) se sont associées dans le cadre du dispositif Grandes Tentures. Entre 2023 et 2025, la ville va accueillir 5 tapisseries de l'œuvre du réalisateur et cinéaste japonais dans différents lieux. Après une première présentation au Grand-Théâtre début 2023, la seconde tapisserie *Le Château ambulante* est exposée à la salle des fêtes Bordeaux Grand Parc jusqu'au 14 décembre. Elle a été tissée à partir d'une image extraite du film d'animation réalisé par Miyazaki en 2004. Après plusieurs mois de préparation et 11 mois de tissage, l'œuvre reste fidèle à l'univers coloré du film avec plus de 1 000 combinaisons tissées. Des animations autour de l'exposition sont également proposées.

Du mercredi au vendredi de 14 à 18h
www.bordeaux.fr



SUIVEZ LES BULLES



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

Bordeaux LA CITÉ DU VIN CÉLÈBRE LE RUGBY

En écho à la Coupe du monde de rugby 2023, la Cité du Vin invite Gérard Bertrand, ancien rugbyman et vigneron engagé depuis plus de 30 ans, à échanger le temps d'une soirée. Convaincu qu'une viticulture en harmonie avec la nature est la meilleure façon d'élaborer de grands vins représentatifs de leur terroir, Gérard Bertrand initie la pratique de la biodynamie dès 2002 et a choisi la conversion pour l'ensemble de son groupe : 16 châteaux et domaines et plus de 900 hectares certifiés. En parallèle de cette production, il s'efforce à travers son activité de négoce d'encourager ses pairs vignerons et tous les professionnels du vin de sa région à se tourner vers le bio. Les Grands Entretiens de la Cité du Vin proposent d'échanger avec cette personnalité et la rencontre avec sera suivie de la dégustation d'un verre de vin.

Le 10 octobre à l'auditorium de la Cité du vin

Bordeaux CHERCHER LE BOUCHON

La marque de champagne Nicolas Feuillatte propose aux Bordelais un grand jeu de piste à la recherche de son bouchon géant. « Suivez les bulles » a débuté à Chicago, puis à Londres, sur les plages de Guadeloupe et de Martinique, avant d'arriver à Bordeaux. Des indices sur les réseaux sociaux apparaîtront dans les jours prochains pour faire découvrir le nouveau lieu d'atterrissage du bouchon Nicolas Feuillatte. Un bouchon géant qui se transforme en bar éphémère et en terrasse conviviale, et qui permettra une expérience inédite et pétillante. Ce bouchon d'une hauteur de 4,5 mètres et de 2,5 mètres de largeur a demandé 240 heures de travail. Rendez-vous sur #suivezlesbulles sur Instagram ou Facebook !

**Du 12 au 15 octobre
à Bordeaux.**



GÉRARD
BERTRAND

VINI & CULTURE

Marie Ommières

**COUP DE
CŒUR** de PHILIPPE

Domaine
de Chevalier

Le Pur-sang de Léognan

Cette semaine, retrouvez notre chroniqueur Philippe Maurange autour d'un verre de Domaine de Chevalier, grand cru classé de Graves.



Avec 40 millésimes à son actif, on peut dire qu'Olivier Bernard marque l'histoire de ce grand cru classé de Graves. C'est en 1983 que sa famille acquiert ce fabuleux vignoble niché dans cette clairière de vignes, à l'abri des regards, et protégé par la naissante forêt des landes girondines. Olivier Bernard fait ses classes auprès de Claude Ricard, ancien propriétaire, afin d'appréhender au mieux les subtilités de ce terroir. Ce millésime est donc le point d'accroche qui amènera 40 ans plus tard les vins de Chevalier à leur firmament. Pour célébrer cet anniversaire, une dégustation verticale retraçant ces quatre décennies a démontré le travail accompli. Avec des étapes fortes de replantation, de restructuration et de

travaux culturels qui ont abouti à une viticulture de pointe. C'est là l'un des éléments majeurs de la qualité et de la régularité des vins rouges de Chevalier. Ils allient une forme de délicatesse tout en intégrant la volupté de la maturité de grands cabernets structurant un vin de grande mâche, de plaisir, voué indéniablement à la longévité. Les grandes années comme 1989, 1990 ou 1996 en sont ici des exemples de premier ordre. Dès les années 2000, il est vrai que l'on rentre dans les années iconiques de Chevalier avec une régularité de métronome. La vigne prend de l'âge et le caractère « terroir » s'emballa avec des parfums floraux et fruités d'une rare précision. Difficile d'en retenir un en particulier sur les 40, mais citons 2016 qui s'inscrit aujourd'hui comme le plus voluptueux et séduisant parmi les plus jeunes. ■



© Atelier Gallien - E.J.G

Par Philippe MAURANGE,
Directeur de l'agence
OZCO BORDEAUX



© Domaine de Chevalier



La famille
Bernard

© Domaine de Chevalier

VINI & CULTURE

**CINÉ
MA**
par PASCAL LE DUFF

Bernadette

©D.R.

En salle depuis le 4 octobre

Un film de Léa Domenach avec Catherine Deneuve,
Denis Podalydès, Michel Vuillermoz

Comédie

DENEUVE COMIQUE

Après plusieurs échecs cinglants, Jacques Chirac est enfin élu président de la République le 7 mai 1995. Sa femme Bernadette est mise à l'écart car jugée ringarde et gênante par leur entourage proche. Lorsque son conseiller Bernard Niquet lui confirme son image désastreuse auprès des Français et de son propre camp, elle se lance dans une campagne pour trouver la place qu'elle estime mériter à l'Élysée... Toute ressemblance avec une Première Dame de France ayant réellement existé n'est pas complètement fortuite dans ce biopic romancé, avec ce qu'il faut de détails authentiques pour y croire. Fille du journaliste politique Nicolas Domenach, la réalisatrice connaît ce milieu de l'intérieur.

« La politique a bercé mon enfance, mon père a beaucoup écrit sur Chirac. J'avais l'impression de le connaître mais beaucoup moins sa femme. J'en avais une image négative qui a changé en voyant un documentaire réalisé par Anne Barrère qui a été sa conseillère en communication. Je l'ai découverte drôle et affranchie, très loin de l'idée que je pouvais m'en faire, avec un parcours qui méritait d'être raconté et ressemble à celui de beaucoup de femmes, tout aussi éduquées que leurs maris mais qui finissent par se mettre en retrait pour leur laisser la place. Cette histoire me rappelait celle de mes grands-mères. Une histoire qui me parlait alors que l'on n'est pas de la même génération, du même milieu, du même bord politique. »

Elle retrace avec une très relative fidélité son parcours de 1995 à 2007, jusqu'à la fin du second mandat de son mari. Inconnue alors du grand public, elle s'impose petit à petit comme une figure médiatique incontournable. Ce film est un pastiche de la politique hexagonale récente, avec des références à des anecdotes restées dans les mémoires, notamment la présence au second tour de Jean-Marie Le Pen en 2002, un des événements qu'elle aurait anticipés sans être prise au sérieux.

« On sait que Bernadette Chirac et Nicolas Sarkozy se sont rencontrés en secret pendant sa campagne de 2007 et nous avons choisi de situer cette rencontre dans un confessionnal parce que ça nous faisait rire. J'ai aussi voulu accorder une place importante au vote du 21 avril 2002, une claque politique pour ma génération. Je votais pour la première fois et je me souviens avoir eu peur en voyant Le Pen au second tour. Je me suis rendu compte que je n'étais pas la seule à en garder un souvenir traumatisant quand j'ai vu les gens de

l'équipe mettre frénétiquement des bulletins Jospin dans la fausse urne du plateau car ils regrettaient de ne pas l'avoir fait à l'époque ! »

Bernadette Chirac est dépeinte comme austère mais fait parfois preuve d'une liberté de parole inattendue, une personnalité contradictoire mise en valeur par Catherine Deneuve parfaite pour jouer les emportements mesurés de celle qui fut longtemps cantonnée à l'opération Pièces Jaunes.

« Travailler avec elle, c'est forcément impressionnant au début. Elle a été un peu étonnée par cette proposition mais a ri en lisant le scénario. Elle n'a jamais eu peur du personnage ni du rapport avec son image, elle y est allée avec beaucoup d'humour. »

La comédienne s'est clairement investie dans ce projet, motivée par le ton adopté :

« Ma première réaction a été « Quoi ? Bernadette Chirac ? ». Les biopics ne m'intéressent pas mais j'ai compris qu'il ne s'agissait pas de lui ressembler, juste d'être dans l'esprit du personnage. Je connaissais son sens politique, je la savais peu écoutée par son mari, presque mise à l'écart par le couple qu'il formait avec sa fille Claude. Tout cela a changé à partir de l'opération Pièces Jaunes qu'elle a lancée et avec le livre « Conversation » avec le journaliste Patrick de Carolis en 2001, qui a connu un succès médiatique et lui a conféré une nouvelle position. Elle est devenue quelqu'un et plus seulement Madame Chirac. »

Avec elle, on retrouve Michel Vuillermoz en « Super menteur » stupéfait de voir sa moitié acquérir une popularité inattendue, Denis Podalydès en conseiller efficace ou Sara Giraudeau en fille proche de son père. Nicolas Sarkozy et Dominique de Villepin en prennent pour leur grade et Laurent Stocker et François Vincentelli sont d'autant plus hilarants qu'on reconnaît sans peine la morgue de leurs modèles, sans leur ressembler physiquement.

« Il y a trois couples dans le film : Jacques et Bernadette, Claude et Bernadette, puis Bernard et Bernadette. La vraie histoire d'amour, c'est leur duo de losers magnifiques à la Don Quichotte et Sancho Panza qui se révèlent au fur et à mesure de l'histoire. Denis et Catherine ont la même malice presque enfantine. »

Une satire divertissante qui détourne avec légèreté nos souvenirs de cette page d'histoire contemporaine. ■



Entre les lignes Un amour secret

Angleterre, 1924. Jane Fairchild, domestique d'un couple d'aristocrates, vit une passion secrète avec Paul Sheringham, le fils des voisins qui va bientôt se marier avec une autre. Attendu à un déjeuner avec ses parents et sa future belle-famille, il prétexte des révisions pour passer le dimanche au lit avec sa jeune maîtresse... La Française Eva Husson (*Les Filles du soleil*) adapte le livre très anglais *Le Dimanche des mères* de Graham Swift, histoire d'un désir partagé condamné par la différence de milieu de ses protagonistes. Leur liaison sulfureuse s'égare dans un côté roman à l'eau de rose qui ne permet pas aux émotions de naître à la dimension espérée. Odessa Young et Josh O'Connor peinent à nous toucher et les scènes de sexe manquent de chair. Les écrits de Jane, future romancière qui raconte leur histoire des années plus tard, ne semblent guère inspirés. C'est du côté des adultes qu'il se passe quelque chose de profond, les parents des futurs mariés et leurs amis (Colin Firth et Olivia Colman) ayant perdu des fils à la guerre et sont comme déjà morts après tant de douleurs subies. La structure temporelle non chronologique, intrigante de prime abord, finit par lasser.

Le Règne animal Des X-Men à la française

Depuis deux ans, les cas de mutations d'humains en animaux se multiplient sans explication scientifique et les patients sont enfermés dans des institutions ressemblant à des prisons. Lorsque le car qui transporte Lana vers une telle pension a un accident, elle disparaît en forêt.

François, son mari, part à sa recherche et leur fils, Émile, qui semble plus préoccupé par sa

crise d'adolescence, se retrouve atteint du même mal... Le cinéma fantastique français de qualité est une denrée si rare qu'on ne peut que s'enthousiasmer à la vision du deuxième film de l'auteur du déjà original *Les Combattants*. Le cadre ressemble plus à la France d'aujourd'hui qu'à un futur post-apocalyptique, avec une réflexion actuelle sur le rapport de l'homme à la nature et un rappel que l'adaptation au plus bizarre (comme l'a prouvé le confinement) peut se faire rapidement. Ces transformations inquiètent mais Thomas Cailley fait le constat d'une société en évolution avec un fatalisme positif. L'effroi naît surtout de ceux qui affichent leur haine de ces « bestioles » et s'avèrent des monstres plus inquiétants. Romain Duris et Paul Kircher créent un joli lien filial dans cette fable surprenante.



Cinéma En bref

BENOÎT POELVOORDE ARTISTE CONCEPTUEL

Le comédien belge sera un peintre conceptuel dont la carrière est interrompue après une série de déboires dans *De l'art ou du Machond ?* de Stefan Liberski. Il quitte Bruxelles et son métier de professeur pour s'installer en Normandie, lieu d'incarnation de l'impressionnisme. Il se met en tête d'y trouver l'inspiration afin de délivrer au monde l'œuvre majeure qui lui vaudra enfin gloire et reconnaissance éternelle. Le problème, c'est qu'il n'en a que la pensée de l'idée du concept. Ses rencontres avec les gens du cru dont un peintre figuratif bon vivant, naïf et chaleureux, joué par Gustave Kervern, et une galeriste manipulatrice s'avéreront décisives dans l'accomplissement de son projet. Son compatriote François Damiens sera aussi de la partie.

MARION COTILLARD, ACTRICE GLAÇANTE

Comme dans *Rock'n' Roll* et *Frère et sœur*, Marion Cotillard sera une comédienne dans *La Tour de glace* de Lucile Hadzihalilovic qui l'avait dirigée dans le drame onirique *Innocence* en 2005. Dans les années 70, depuis son village de haute-montagne, Jeanne, 15 ans, rêve de quitter l'orphelinat de son enfance et découvrir le monde. Fuguant vers la ville de lumières, elle trouve refuge dans un hangar où lui apparaît l'éblouissante Reine des Neiges. Le lieu se révèle être un studio où se tourne

un film adapté du conte. Cristina, la star, qui incarne la Reine, règne sans partage sur le plateau. Fascinée par cette femme cruelle au charme trouble, à la fois puissante et vulnérable, Jeanne devient sa protégée et sa confidente alors que le piège se referme sur elle.

PATRICIA ARQUETTE, RÉALISATRICE GONZO

L'actrice de *Boyhood* passe à la réalisation avec *Gonzo Girl*, une fiction inspirée des souvenirs romancés d'une journaliste, Cheryl Della Pietra, qui fut, en 1992, l'assistante de Hunter S. Thompson, créateur du concept de journalisme gonzo, qui repose sur une approche ultra subjective. Camila Morrone, remarquée dans *Daisy and The Six*, mini-série diffusée sur Prime Video, accompagnera le comportement étrange de Willem Dafoe jouant un certain Walker Reade et Patricia Arquette sera son manager. La jeune apprentie

écrivaine aura pour mission principale de l'aider à se calmer sur ses addictions pour qu'il puisse publier son nouvel ouvrage, promis depuis longtemps. Mais elle découvre que sa vie entière dédiée à la toxicomanie a érodé ses capacités d'écriture. La jeune femme va transformer les divagations de Walker en prose publiable.

ASTRONAUTE PAR HASARD

Saoirse Ronan (*Les Filles du docteur March*) et Paul Mescal (*Aftersun*) formeront un couple marié qui vit reclus dans leur ferme isolée dans *Foe* de Garth Davis qui se déroule dans un futur proche. Une nuit, un étranger frappe à leur porte pour les prévenir que le jeune époux a été choisi au hasard pour se rendre dans une grande station spatiale expérimentale en orbite autour de la Terre. Plus étrange encore, des dispositions ont été prises pour qu'elle ne s'ennuie pas durant son absence car elle ne sera pas laissée seule, pas même pour un instant !

MARC-ANDRÉ GRONDIN sera *Le Successeur* choisi par Xavier Legrand pour son deuxième long-métrage après *Jusqu'à la garde*. Annoncé comme le prochain directeur artistique d'une célèbre maison de haute-couture parisienne, Élias commence à ressentir des douleurs à la poitrine. Il est alors rappelé à Montréal pour organiser les funérailles de son père qu'il n'a pas vu depuis longtemps. Il découvre qu'il a peut-être hérité de lui bien pire que son cœur fragile...

Dans le film noir *Bienvenue à LaRoy* de Shane Atkinson, **STEVE ZAHN** (*Le Journal d'un dégonflé*) sera un homme qui, après avoir surpris sa femme en train de le tromper, tentera de se suicider sur le parking d'un motel. Confondu avec un tueur à gages et n'ayant rien à perdre, il accepte la mission. Mais celui dont il a emprunté l'identité compte bien régler ses comptes...

MICHAEL PITT sera un boxeur en quête de rédemption dans *Day of the Fight* de Jack Huston. Celui qui fut son partenaire dans la série *Boardwalk Empire* passe ainsi à la réalisation comme son grand-père John Huston, son oncle Danny et sa tante Anjelica ! Ce drame tourné en noir et blanc réunira également Ron Perlman et Joe Pesci.

BORDEAUX VENTES DU 26 OCTOBRE 2023, À 15 H

N° ROLE	DÉTAIL DE LA VENTE	AVOCAT	NATURE DES BIENS	COMMUNE	ADRESSE	MISE À PRIX
22/01	9/15/2023	M ^e CUTURI-ORTEGA - SCP JOLY-CUTURI- WOJAS-REYNET DYNAMIS AVOCATS	MAISON D'HABITATION DE PLAIN-PIED	FARGUES- DE-LANGON	11 Lotissement La Châtaigneraie	66 000 €
22/82	1-09-2023	SCP JOLY-CUTURI- WOJAS-REYNET DYNAMIS AVOCATS	MAISON D'HABITATION	SAINT-PIERRE- D'AURILLAC	14 Domaine de Castelnaud	57 000 €
	8-09-2023	ELIGE	ENSEMBLE IMMOBILIER	NOAILLAC	1155, 1215, 127 route des Palombes	148 400 €

BORDEAUX RÉSULTATS DES VENTES DU 28 SEPTEMBRE 2023, À 15 H

N° ROLE	AVOCAT	NATURE DES BIENS	COMMUNE	ADRESSE	MISE À PRIX	ADJUGÉ
22/74	ELIGE	MAISON	BORDEAUX	9 rue du Professeur-Daguin	235 000 €	Vente non requise
23/28	M ^e Dominique LAPLAGNE	NAVIRE À MOTEUR			24 500 €	Vente non requise

E-mail : annonces-legales@echos-judiciaires.comPlateforme : annoncelegalepro.echos-judiciaires.com

Les ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS, hebdomadaire habilité à publier les Annonces Légales et Judiciaires sur le département de la Gironde.

Toute reproduction même partielle des avis, annonces et insertions publiées sous cette rubrique, est formellement interdite, sous quelque forme que ce soit, sous peine de poursuites judiciaires. Selon l'arrêté du 27 décembre 2022 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000046848959>) : Le tarif des annonces judiciaires et légales est fixé à 0,183 euro HT le caractère pour le département de la Gironde.

Par dérogation aux dispositions de l'article précédent, les annonces mentionnées ci-dessous font l'objet en 2023 d'une tarification forfaitaire, selon les modalités suivantes :

- Le tarif des annonces légales relatives à la constitution de sociétés est établi suivant la forme de la société, comme mentionné dans l'article 3 de l'arrêté
- Le tarif des annonces légales relatives à l'acte de nomination des liquidateurs des sociétés commerciales est de 149 euros HT pour le département de la Gironde ;
- Le tarif des annonces légales relatives à la liquidation des sociétés commerciales est de 108 euros HT pour le département de la Gironde ;
- Le tarif des annonces légales relatives aux jugements d'ouverture des procédures collectives régies par les titres II, III et IV du livre VI du code de commerce est de 64 euros HT pour le département de la Gironde ;
- Le tarif des annonces légales relatives aux jugements de clôture des procédures collectives régies par les titres II, III et IV du livre VI du code de commerce est de 35 euros HT pour le département de la Gironde ;

Les annonces relatives aux sociétés et fonds de commerce font l'objet d'une centralisation sur la base de données numérique centrale mentionnée au deuxième alinéa de l'article 1^{er} de la loi du 4 janvier 1955 susvisée et régie par le décret du 28 décembre 2012 susvisé (<https://actulegales.fr/>).

**POUR TOUTES
VOS ANNONCES LÉGALES**

05 56 52 32 13

annonces-legales@echos-judiciaires.com

VENTES AUX ENCHÈRES

Maître Sophie LEVY, associée de la SELARL PUYBARAUD-LEVY
Avocat au barreau de BORDEAUX
4 place des Grands Hommes 33000 BORDEAUX
Tél. 05 56 48 64 64
E-mail : scp.puybaraud-levy@orange

VENTE AUX ENCHERES

TJ DE BORDEAUX 30 RUE DES FRERES BONNIE - 33000 BORDEAUX

CHALET EN BOIS A USAGE D'HABITATION AVEC DEPENDANCE

24 avenue du Carroussel à LA TESTE DE BUCH (33260)

MISE A PRIX : 90 000 €

avec faculté de baisses par tranches successives de 10 000 €,
sans que la mise à prix soit inférieure à 50 000 €

ADJUDICATION : LE 23 NOVEMBRE 2023 À 15 H

POURSUIVANTS : 1/Monsieur Alain ABADI, né le 26 juin 1963 à VALENCIENNES (59300), demeurant 4 route Petit à MIOS (33380)

2/Monsieur Alexandre ABADI, né le 25 mai 1967 à QUIEVRECHAIN (59920), demeurant 922 Wren Road à 32216 JACKSONVILLE (ETATS UNIS)

3/Madame Aude ABADI, née le 16 juin 1980 à VALENCIENNES (59300), demeurant autrefois 26 bis allée du Haurat à GUJAN MESTRAS (33470) et actuellement 5 allées des Alouettes, LE TEICH (33470) ayant pour avocat Maître Sophie LEVY.

DESIGNATION : Immeuble comprenant : séjour, cuisine, salle de bains, WC, chambre - cadastre : section GW numéro 220 d'une contenance de 2 a 99 ca.

IMPORTANT : Cahier des conditions de la vente consultable au greffe du juge de l'exécution ou au cabinet d'avocats poursuivant la vente, qui, comme tous les avocats inscrits au Barreau de BORDEAUX pourra porter les enchères.

VISITES : 13 et 20 octobre 2023 de 15H à 17H RG 23/00074

L23EJ44768

KIEFFER - MONASSE & ASSOCIES
Avocats au Barreau de Grasse
15 avenue Robert Soleau, 06600 Antibes
Tél : 04.93.34.88.40 - 04.93.34.40.90
f.kieffer@allexavocats.fr - n.monasse@allexavocats.fr
www.kieffer-monasse.com

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES SUR SURENCHERE

AU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GRASSE

UN PARKING EXTERIEUR

à BORDEAUX (33800), 27 à 29 rue Saint Vincent de Paul

MISE À PRIX : 13.750 €

ADJUDICATION JEUDI 16 NOVEMBRE 2023 À 9H

Occupation : libre.

Consultation du cahier des conditions de vente :

soit au Greffe du Tribunal Judiciaire de GRASSE où il a été déposé le 21/07/2022, soit au Cabinet KIEFFER-MONASSE (www.kieffer-monasse.com) et sur le site www.avoventes.fr

Consignation obligatoire pour enchérir.

L23EJ42870

APPELS D'OFFRES - AVIS D'ENQUÊTE

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE A LA REVISION GENERALE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE VENSAC (GIRONDE)

Par arrêté n° 2023_85 en date du 31 août 2023, le Maire de la commune de VENSAC a ordonné l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de révision générale du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

L'enquête publique se déroulera en mairie de VENSAC

du mercredi 11 octobre 2023 à 09h00 au vendredi 10 novembre 2023 à 12h00

Le dossier d'enquête publique est consultable en mairie de VENSAC (1 place de la Mairie - 33590 VENSAC) pendant toute la durée de l'enquête, les lundis, mardis et jeudis de 09h00 à 13h00 et de 14h00 à 17h00, les mercredis et vendredis de 09h00 à 13h00, et les samedis de 09h00 à 12h00, ainsi que lors des permanences de la commissaire enquêtrice. Il sera également disponible sur le site internet de la mairie <https://www.vensac-medoc.com>

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra consigner ses observations, propositions et contre-propositions en langue française :

- sur le registre papier en mairie pendant la durée de l'enquête aux jours et heures habituels d'ouverture,

- par courrier postal à l'attention de Madame Hélène DURAND-LAVILLE, commissaire enquêtrice au siège de la Mairie - 1 place de la Mairie - 33590 VENSAC,

- par courriel à l'adresse suivante : mairiedevensac@vensac-medoc.com

La commissaire enquêtrice recevra le public en mairie de Vensac aux jours et horaires suivants :

- Mercredi 11 octobre 2023 de 09h00 à 12h00 (ouverture de l'enquête)

- Samedi 28 octobre 2023 de 09h00 à 12h00

- Jeudi 2 novembre 2023 de 14h00 à 17h00

- Vendredi 10 novembre 2023 de 09h00 à 12h00 (clôture de l'enquête)

Toutes informations relatives à l'organisation de l'enquête publique peuvent être demandées par courrier, auprès de Monsieur le Maire de VENSAC, à l'adresse suivante : Monsieur le Maire - Mairie de VENSAC «Enquête publique Révision générale du PLU» 1 Place de la Mairie - 33590 VENSAC ou par téléphone au 05.56.09.44.04 (standard).

Caractéristiques principales du projet :

- Mettre le PLU en compatibilité avec le schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de Médoc Atlantique ;

- Mettre en compatibilité avec la loi littoral et les autres nouvelles lois (climat et résilience, ZAN, etc...)

Décision pouvant être adoptée au terme de l'enquête publique :

Cette enquête publique a pour objet de permettre à la population et à toutes personnes intéressées d'examiner le projet de révision du PLU et de formuler des remarques et observations préalablement à l'approbation du document.

A l'issue de cette enquête et aux vues des conclusions de la commissaire enquêtrice, le conseil municipal se prononcera par délibération sur l'approbation de la révision du PLU, éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier d'enquête, des observations du public et du rapport de la commissaire enquêtrice.

Modalités relatives à l'enquête :

Madame Hélène DURAND-LAVILLE a été désignée commissaire enquêtrice par la Présidente du Tribunal Administratif de Bordeaux par décision n°E23000073 / 33 en date du 13 juillet 2023. A l'expiration du délai d'enquête publique, le registre sera clos et signé par la commissaire enquêtrice, qui rencontrera sous huit jours le Maire afin

de lui communiquer un procès-verbal de synthèse des observations. Dans un délai de quinze jours, le Maire pourra éventuellement produire ses observations. Le rapport, conforme aux dispositions des articles L 123-15 et R 123-19 du code de l'environnement, relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations, propositions et contre-propositions recueillies. Les conclusions motivées seront consignées dans un document séparé précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Une copie du rapport est des conclusions de la commissaire enquêtrice sera adressée à Monsieur le Préfet du département de la Gironde et à Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Bordeaux.

Une copie du rapport est des conclusions de la commissaire enquêtrice sera déposée en mairie et sur le site internet suivant : <https://www.vensac-medoc.com> pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Le Maire,

J.L. PIQUEMAL

L23EJ39595



DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

SERVICE DES PROCÉDURES ENVIRONNEMENTALES

INSTALLATIONS CLASSÉES

DEUXIEME AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté du 13 septembre 2023, une enquête publique a été prescrite, relative à la demande d'autorisation environnementale, déposée par SARP INDUSTRIES AQUITAINE PYRÉNÉES (SIAP), en vue d'obtenir une augmentation de capacité de traitement de lignes d'incinération de l'installation de traitement de déchets dangereux et de déchets d'activités de soins à risques infectieux, qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Bassens.

Pendant l'enquête, qui se déroule du 2 au 31 octobre 2023 inclus, le dossier d'enquête, comportant notamment la demande d'autorisation environnementale, les avis réglementaires et une étude d'impact, est déposé à l'accueil de la Mairie de Bassens (42 avenue Jean Jaurès), où les personnes intéressées peuvent en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture, à savoir :

- le lundi, de 13h00 à 17h00,

- les mardi et jeudi, de 8h30 à 12h00 et de 13h00 à 18h00,

- les mercredi et vendredi, de 8h30 à 12h00 et de 13h00 à 17h00.

Le Commissaire enquêteur, Madame Céline PADIAL, Responsable Qualité - Sécurité - Environnement, est présent en Mairie de Bassens aux jours et horaires suivants :

- lundi 2 octobre 2023, de 13h à 17h

- samedi 21 octobre 2023, de 9h à 12h

- mercredi 25 octobre 2023, de 13h à 17h

- mardi 31 octobre 2023, de 13h à 17h.

Le dossier est également consultable sur le site internet des Services de l'État en Gironde : www.gironde.gouv.fr, rubrique «publications légales» «enquêtes publiques».

Des informations relatives au dossier peuvent être obtenues, pendant l'enquête, auprès du pétitionnaire, et plus spécifiquement auprès de :

- Madame Mayia FERNANDEZ, Responsable QHSE - Pôle Sud-Ouest

(Tél. : 05.57.77.65.50 / Courriel : mfernandez@sarpindustries.fr)

- Monsieur Denis FOY, Directeur de site (Tél : 05.57.77.65.50 / Courriel : dfoy@sarpindustries.fr)

à l'adresse suivante : SARP INDUSTRIES AQUITAINE PYRÉNÉES (SIAP) - Boulevard de l'Industrie - 33530 BASSENS.

Des observations et propositions relatives au projet peuvent également être adressées, avant clôture de l'enquête, au Commissaire enquêteur :

- par correspondance, en Mairie de Bassens,

- par voie électronique, à l'adresse suivante : ddtm-spe1@gironde.gouv.fr.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ou communiquées au Commissaire enquêteur lors de ses permanences, sont consultables en Mairie de Bassens.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique sont consultables sur le site des services de l'Etat en Gironde.

Pendant toute la durée de l'enquête, un accès gratuit au dossier est ouvert au public sur le poste informatique situé dans le bâtiment dédié à l'accueil du public devant la cité administrative : DDTM - 2 rue Jules Ferry à Bordeaux, aux jours et heures ouvrés d'accueil du public.

A la fin de l'enquête, le rapport et les conclusions du Commissaire enquêteur seront consultables pendant un an, en Mairie de Bassens, auprès du service des procédures environnementales de la DDTM et sur le site internet des Services de l'État en Gironde : www.gironde.gouv.fr/Publications/Publications-Légales.

Madame Françoise BAZALGETTE-MOIROT, Ingénieur d'Etudes - Géologue et Urbaniste, est désignée en qualité de suppléant, pour intervenir en cas de remplacement du Commissaire enquêteur.

Le Préfet est compétent pour statuer sur l'autorisation sollicitée, par un arrêté d'autorisation assortie de prescriptions à respecter ou par un arrêté de refus.

L23EJ41221

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER SERVICE DES PROCÉDURES ENVIRONNEMENTALES AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

prescrivant une enquête publique préalable à la Déclaration d'intérêt général (DIG) pour la réalisation du plan pluriannuel de gestion des bassins versant

Durèze-Soulège, Escouach-Romédol, Lestage sur les communes de

Sainte Florence - Civrac sur Dordogne - Saint Pey de Castets - Mouliets et Villemartin - Pujols - Doulezon - Bossugan - Sainte Radegonde - Ruch - Saint Antoine du Queyret - Listrac de Durèze - Pellegrue - Flaujagues - Juillac - Pessac sur Dordogne - Gensac - Coubeyrac - Massugas - Listrac de Durèze - Soussac - Cazaugiat - Auriolles - Saint Avit de Soulège - Saint Quentin de Caplong - Caplog - Landerrout.

Une enquête publique est prescrite du **lundi 23 octobre 2023 au mardi 21 novembre 2023 inclus** afin de recueillir l'avis du public sur la demande de Déclaration d'intérêt général (DIG) sur la mise en place du plan pluriannuel de gestion des bassins versants du Durèze-Soulège, Escouach-Romédol, Lestage sur le département de la Gironde.

Le responsable du projet est le Syndicat Mixte Eaux et Rivières de l'Entre Deux Mers (SMERE2M) - 43, route de l'entre deux mers 11, avenue du 08 mai 1945 33420 BRANNE. Les informations relatives au projet peuvent être demandées à Monsieur Ludovic DUBOIS ou Madame Pauline GILLAIZEAU.

Pendant la période indiquée ci-dessus, le dossier sera consultable dans les Mairies Pellegrue (siège de l'enquête publique) - Mouliets et Villemartin - Saint Pey de Castets - Pessac sur Dordogne aux jours et heures d'ouverture, où le public pourra faire part de ses observations sur un registre d'enquête ouvert à cet effet.

Le dossier sera également consultable sur le site internet des Services de l'État en Gironde www.gironde.gouv.fr rubriques « publications », « publications légales », « enquêtes-publiques 2023 ».

Le public pourra transmettre ses observations à l'attention du commissaire enquêteur à l'adresse mail suivante : ddtm-spe2@gironde.gouv.fr en veillant à identifier l'objet de l'enquête. Ces observations seront accessibles sur le site internet des services de l'État en Gironde.

Les personnes qui le souhaitent pourront aussi faire part de leurs observations par courrier adressé au **commissaire enquêteur à la Mairie de Pellegrue siège de l'enquête**. Elles seront annexées au registre d'enquête.

Un accès gratuit au dossier sera ouvert au public sur le poste informatique situé à Direction Départementale des Territoires et de la Mer, cité administrative, 2 rue Jules Ferry à Bordeaux.

Monsieur Joël GILLON Ingénieur des travaux publics de l'État retraité, est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour conduire l'enquête publique et de Monsieur Christian Marchais désignée en qualité de suppléant. Il se tiendra à la disposition du public, afin de recueillir ses observations, selon le calendrier ci-après :

- **Lundi 23 octobre 2023**

de 09h00 - 12h00 Mairie de Saint Pey de Castets

- **Judi 09 novembre 2023**

de 09h00 - 12h00 Mairie de Pessac sur Dordogne

- **Vendredi 17 novembre 2023**

de 09h00 - 12h00 Mairie de Saint Pey de Castets

- **Vendredi 17 novembre 2023**

de 14h00 - 17h00 Mairie de Mouliets et Villemartin

- **Mardi 21 novembre 2023**

de 14h30 - 17h30 Mairie de Pellegrue

A la fin de l'enquête, copies du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur seront tenues à la disposition du public dans les Mairies de **Pellegrue - Mouliets et Villemartin - Saint Pey de Castets - Pessac sur Dordogne**, à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer ainsi que sur les sites internet des Services de l'État de la Gironde www.gironde.gouv.fr/Publications/Publications-legales.

Le Préfet de la Gironde est compétent pour statuer, par un arrêté, sur cette demande. Toute information relative à l'organisation de l'enquête peut être demandée auprès de la DDTM de la Gironde, service des procédures environnementales.

L23EJ42602

AVIS D'ATTRIBUTION

Département de publication :

33 Gironde

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :

Mairie de LA BREDE

Objet du marché :

Restauration des couvertures à tuiles plates de l'église saint jean d'étampes

Type d'avis :

Avis d'attribution

Type de procédure :

Procédure adaptée

Catégorie :

Travaux

Support(s) de parution :

<http://www.e-marchespublics.com>

Marché unique

Ce marché a été : Attribué

Attributaire : MRH CHARPENTE (CP :33720)

Montant : 135524.75 Euros HT

Date d'attribution du marché :

18/09/2023

L23EJ43772

ECHOS

JUDICIAIRES - GIRONDINS

ABONNEMENT

PAPIER + WEB

6 MOIS = 48 € TTC

1 AN = 79 € TTC

2 ANS = 119 € TTC

WEB

6 MOIS = 24 € TTC

1 AN = 39 € TTC

2 ANS = 59 € TTC

SOIT 26 NUMÉROS

SOIT 52 NUMÉROS

SOIT 104 NUMÉROS

NOM _____

PRÉNOM _____

ENTREPRISE _____

ADRESSE _____

EMAIL _____

TEL _____

Adresse de livraison si différente de l'adresse de facturation à compléter et à retourner, accompagné de votre règlement à l'ordre des ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS 106 rue Fondaudège CS 71900 - 33081 BORDEAUX Cedex

CONTACT : CATHERINE DEPETRIS

ABONNEMENT@ECHOS-JUDICIAIRES.COM / 05 57 14 07 55

APPEL À CANDIDATURE POUR L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Consultation pour la mise à disposition et l'exploitation d'un emplacement sur le domaine public dans le cadre des festivités de Noël à **Arcachon** :

- Activité : Foodtruck pour commercialisation de produits gourmands

- Lieu : Place Thiers, à proximité de la piste de patins à roulettes

- Durée de l'occupation (divisible) : du 16 décembre 2023 au 7 janvier 2024.

Cahier des charges à demander par mail à sandra.talon@arcachon.com ou au 05.56.22.01.15.

Date limite de réception des offres : 27 octobre 2023

L23EJ43465

CONSTITUTIONS

IMMATRICULATION

Aux termes d'un acte SSP en date du 01.09.2023 il a été constitué une Société par actions simplifiée dénommée SAS **SCNC** au capital social de 1 000 euros divisé en 100 actions de 10 € chacune entièrement souscrites et libérées, dont le siège est sis « 28 Avenue de Mazeau » 33160 SAINT MEDARD EN JALLES, pour une durée de 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de BORDEAUX.

OBJET : Prestations de service administratif, conseil en travaux publics et agricoles ; achat, vente, location d'engins, machines et matériels de chantier, travaux publics et agricoles ; prise de participations ; conseil et services aux filiales ; gestion de tous biens et droits immobiliers, location meublée ou nue ; acquisition et gestion de valeurs mobilières

PRESIDENT : Mme LEGROS Sophie, demeurant « 28 Avenue de Mazeau » 33160 SAINT MEDARD EN JALLES

AGREMENT AUX CESSIONS D'AC-TIONS : Oui, sauf entre associés

Pour avis et mention, La Présidente
L23EJ42054

LES JARDINS DU BASSIN Société à Responsabilité Limitée en liquidation Au capital de 500 euros Siège social et siège de liquidation : 31 B1 Route de la Jenny 33680 LE PORGE 829 270 982 RCS BORDEAUX Aux termes d'une décision en date du 14/09/2023, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 30/09/2023 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel. Monsieur Christophe Pion, demeurant 31 B1 Route de la Jenny 33680 LE PORGE, associé unique, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci. Le siège de la liquidation est fixé 31 B1 Route de la Jenny 33680 LE PORGE. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés. Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés. Pour avis. Le Liquidateur
L23EJ43911

LA COTINIÈRE JET SARL en liquidation au capital de 8000 euros
Siège social : 10 rue Albert Chemin 33000 BORDEAUX
498 202 118 RCS BORDEAUX
Aux termes des décisions de l'associé unique en date du 30/09/2011 Il a été décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 30/09/2011 et sa mise en liquidation. L'associé unique Doniphon ROCHY demeurant 10 rue Médecin Colonel Albert, 33000 BORDEAUX exercera les fonctions de Liquidateur durant la période de liquidation. Le siège de la liquidation est fixé 10 rue Médecin Colonel Albert, 33000 BORDEAUX, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés. Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de BORDEAUX. Mention sera faite au RCS de BORDEAUX.
L23EJ44023

REPARTON

Société à Responsabilité Limitée au capital de 3500 euros
Siège social :
16 Avenue du Général De Gaulle
33820 SAINT CIERS SUR GIRONDE
834 132 375 RCS LIBOURNE

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 30 Septembre 2023, il résulte que :

Les associés ont décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 30 Septembre 2023 et sa mise en liquidation.

L'assemblée générale susvisée a nommé comme Liquidateur Monsieur BERNARD Stéphane, demeurant 16 Bis Les Pâques, 33820 BRAUD ET SAINT LOUIS avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé 16 Avenue du Général de Gaulle, 33820 SAINT CIERS SUR GIRONDE, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de LIBOURNE

Mention sera faite au RCS : LIBOURNE
L23EJ44246

SASU AT HOME 33 Société par actions simplifiée en liquidation Au capital de 1 000 euros Siège social et siège de liquidation : 191 Rue d'Ornon, 33170 GRA-

DIGNAN 801 880 840 RCS BORDEAUX Aux termes d'une décision en date du 22/09/2023, l'associée unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel. Madame Monique BECHEREAU, demeurant 191 Rue d'Ornon, 33170 GRADIGNAN, associée unique, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci. Le siège de la liquidation est fixé 191 Rue d'Ornon, 33170 GRADIGNAN. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés. Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés. Pour avis, Le Liquidateur
L23EJ44259



AVIS DE DISSOLUTION

Aux termes d'une décision en date du 31 AOUT 2023, l'associé unique de la société E.R.C, société à responsabilité limitée unipersonnelle au capital de 27 500 Euros, dont le siège social est 7 Chemin de Montfaucon 33127 MARTIGNAS SUR JALLE, immatriculée 804 044 337 RCS BORDEAUX, a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du même jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel. Monsieur Clément DRILHOL demeurant 8 bis rue des Vanneaux 33290 PAREMPUYRE, gérant, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci. Le siège de la liquidation est fixé 7 Chemin de Montfaucon 33127 MARTIGNAS SUR JALLE. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés. Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés. Pour avis, le liquidateur.
L23EJ44305

«MPH» - MOPHILHOME Société par actions simplifiée en liquidation Au capital de 2 000 euros Siège social et siège de liquidation : 191 Rue d'Ornon, 33170 GRADIGNAN 539 085 597 RCS BORDEAUX Aux termes d'une délibération en date du 22/09/2023, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée. Elle a nommé comme liquidateur Monsieur Philippe BECHEREAU, demeurant 191 rue d'Ornon, 33170 GRADIGNAN, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation. Le siège de la liquidation est fixé 191 rue d'Ornon, 33170 GRADIGNAN. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés. Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés. Pour avis, Le Liquidateur
L23EJ44336

AGAME Conseils
Société à Responsabilité Limitée en liquidation
Au capital de 1 000 euros
Siège social : 47 B avenue de la Résistance 33220 PINEUILH
Siège de liquidation : 22 rue Andrée Tamisee 33200 BORDEAUX
539 261 198 RCS LIBOURNE

Suivant décision du 13/09/2023, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la Société sans poursuite d'activité à compter du 13/09/2023 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel. Monsieur Pierre-Cyrille PEJOINE, demeurant 22 rue Andrée Tamisee 33100 BORDEAUX, associé unique, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci. Le siège de la liquidation est fixé 22 rue Andrée Tamisee 33100 BORDEAUX. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés. Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de LIBOURNE, en annexe au Registre du commerce et des sociétés. Pour avis Le Liquidateur
L23EJ44564

NEXINVEST

Société à responsabilité limitée
Capital : 20 000 euros
9 rue de Condé - Bureau 3
33000 BORDEAUX
RCS BORDEAUX B 532 111 275

l'AGE du 31 MARS 2023 a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31 MARS 2023 et sa mise en liquidation.

Monsieur Guillaume BOURLIER demeurant 6 rue Gutemberg 33130 BEGLES a été nommé liquidateur de la société.

Le siège de la liquidation est fixé 9 rue de Condé Bureau 3 33000 BORDEAUX

Pour avis
L23EJ44583

ME TRAVAUX FORESTIERS Société à Responsabilité Limitée en liquidation Au capital de 5 000 euros Siège et siège de liquidation : 10 Lotissement Les Galipes, 33125 ST MAGNE 844 009 845 RCS BORDEAUX L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 26/09/2023 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 30/09/2023 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée. Elle a nommé comme liquidateur Monsieur Michel CANO, demeurant 10 Lotissement Les Galipes 33125 ST MAGNE, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts

pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation. Le siège de la liquidation est fixé 10 Lotissement Les Galipes 33125 ST MAGNE. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés. Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés. Pour avis. Le Liquidateur
L23EJ44679

TAXI PEREIRA

Société à Responsabilité Limitée unipersonnelle en liquidation
Au capital de 500 euros
Siège social : 19 rue Dubrana 33320 EYSINES
Siège de liquidation : 19 rue Dubrana, 33320 EYSINES
838 699 064 RCS BORDEAUX

DISSOLUTION ANTICIPÉE

Aux termes d'une décision en date du 30/09/23, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 30/09/23 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel.

Monsieur Joffrey PEREIRA, demeurant 19 rue Dubrana 33320 EYSINES, associé unique, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé 19 rue Dubrana 33320 EYSINES. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés
L23EJ44785

AVIS DE DISSOLUTION

FENETRE SUR COUR, SARL au capital de 10 000 €, Siège social : 57 avenue d'Arès 33200 BORDEAUX.

RCS BORDEAUX 525 311 411

Suivant délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 01/10/2023, les associés ont décidé de la dissolution anticipée de la société à compter du 01/10/2023 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel. Monsieur Stéphane KAPPELHOFF-LANÇON demeurant : 57 avenue d'Arès 33200 BORDEAUX, est nommé liquidateur, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé au 57 avenue d'Arès 33200 BORDEAUX, adresse à laquelle devra être envoyée la correspondance, et devront être notifiés les actes et documents relatifs à la liquidation. Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Bordeaux

Pour avis, Le Liquidateur
L23EJ44836



Les candidats intéressés sont invités à se manifester auprès de :

SELARL FHBX
Me Sylvain HUSTAIX
Administrateurs
Judiciaires Associés
227 avenue Alfred
Nobel
64000 PAU
www.fhbix.eu

e-mails :
lea.demeaux@fbix.eu
mathilde.huerga@fbix.eu

**RECHERCHE DE REPRENEURS
OU D'INVESTISSEURS**

Hélène Bourbouloux | Jean-François Blanc | Gaël Couturier | Cécile Dür | Nathalie Leboucher | Sylvain Hustaix | Benjamin Tamboise | Charlotte Fort | Alicia Alves | Eric Samson | Théophile Fornaciari

SNC LE BELINO 3
Bar, Brasserie, Tabac, Presse, Française des jeux, traiteur, relais PickUp

Redressement judiciaire du 28 mars 2023
• Activité : La SNC BELINO 3 est spécialisée dans l'activité de bar, brasserie, tabac, presse, traiteur et relais PickUp
• Chiffre d'affaires au 31/12/2022 (exercice clos) : 415 354 €
• Siège social : 371 Boulevard de la Paix 64000 PAU
• Effectif total : 5 salariés

La date limite de dépôt des offres de reprise est fixée au 10 novembre 2023 à 12h00.

L'accès à une data room électronique sera autorisé après régularisation d'un engagement de confidentialité et une présentation succincte du candidat.

RECHERCHE D'INVESTISSEURS/REPRENEURS



SELARL PHARMACIE LOUIS XIV

Procédure de Sauvegarde du 27 février 2023

Société exerçant une activité d'officine pharmacie/parapharmacie dans les Pyrénées-Atlantiques (64), à Saint-Jean-de-Luz, 4 rue Gambetta, sous l'enseigne Pharmacie Lafayette,
Bail commercial «tous commerces», fin mars 2031,
Loyer 35.400 €TTC
CA au 31-12-2021 : 732 K€
Salariés : 1 CDI + 2 CDD

La date limite de dépôt des offres de reprise est fixée au 20 novembre 2023 à 12 h.

Dossier disponible à l'Etude sur demande écrite motivée, sous **références 11193** après signature d'un engagement de confidentialité et justification de la capacité technique, commerciale et financière du candidat à intervenir dans cette affaire.

Les offres devront être conformes aux articles L.642-2 et suivants du Code du Commerce.

Les candidats sont invités à contacter par écrit :

SELARL APEX AJ – Espace Rive Gauche – 66 allées marines
64100 BAYONNE – Courriel : etude@apex-aj.fr

**POUR VOTRE
COMMUNICATION PUBLICITAIRE**

TÉL. 05 56 52 32 13
publicite@echos-judiciaires.com



REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS



SELARL EKIP' – MANDATAIRES JUDICIAIRES
2 RUE DE CAUDÉRAN, BP 20709
33007 BORDEAUX CEDEX



**À VENDRE
FONDS DE COMMERCE
Restauration rapide sur place,
à emporter, livraison, sans
boisson alcoolisée**
A BORDEAUX(33)
35 rue d'Armagnac

Les offres devront impérativement être déposées entre les mains de Monsieur le Juge Commissaire, près le Tribunal de Commerce de Bordeaux, Place de la Bourse 33000 Bordeaux, lors de son audience du **08/11/2023 à 9h**

Les pièces du dossier ne seront accessibles qu'après communication par courriel de l'attestation de confidentialité dûment paraphée et librement téléchargeable sur le site : www.ekip.eu Onglet : «cession d'actif»

Référence : 43488

Coordonnées de la personne en charge du dossier :
marjorie.rouzeau@ekip.eu

DESCRIPTIF SUR LE SITE WWW.MJ-SO.COM



REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS



SELARL EKIP' – MANDATAIRES JUDICIAIRES
2 RUE DE CAUDÉRAN, BP 20709
33007 BORDEAUX CEDEX

**À VENDRE STOCK DE VIN
MATÉRIEL D'EXPLOITATION VÉHICULES**
Dépendant d'une activité d'exploitation viticole

Les offres devront impérativement être adressées entre les mains de Monsieur le Juge-Commissaire, près le tribunal de Commerce de BORDEAUX, Place de la Bourse, 33000 BORDEAUX, lors de son audience qui se déroulera le **18/10/2023 à 9h00**.

Les pièces du dossier ne seront accessibles qu'après communication par courriel de l'attestation de confidentialité dûment paraphée et librement téléchargeable sur le site www.ekip.eu, onglet "cession d'actif",

référence 42747

Coordonnées de la personne en charge du dossier : marjorie.rouzeau@ekip.eu

DESCRIPTIF SUR LE SITE WWW.MJ-SO.COM

REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS



SCP SILVESTRI-BAUJET – MANDATAIRES JUDICIAIRES
23 RUE DU CHAI DES FARINES
33000 BORDEAUX



**À VENDRE FONDS DE COMMERCE
DE BOULANGERIE PÂTISSERIE**
situé 389 Boulevard du Président Wilson
33110 LE BOUSCAT

Dossier n° **13848** sur demande à la **SCP SILVESTRI-BAUJET**,
Mandataires Judiciaires 23 rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux
courriel : xgiacomini@mjsb.fr

DESCRIPTIF SUR LE SITE WWW.MJ-SO.COM

REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS



SCP SILVESTRI-BAUJET – MANDATAIRES JUDICIAIRES
23 RUE DU CHAI DES FARINES
33000 BORDEAUX



**À VENDRE STOCK SPÉCIFIQUE DE PIÈCES
DÉTACHÉES, COMPOSANTS, PRODUITS SEMI-FINIS
ET PRODUITS FINIS (KIT HYDROGÈNE)**

Dossier sur demande à la **SCP SILVESTRI-BAUJET**, Mandataires
Judiciaires 23 rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux
courriel : pasilvestri@mjsb.fr

DESCRIPTIF SUR LE SITE WWW.MJ-SO.COM

REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS



SCP SILVESTRI-BAUJET – MANDATAIRES JUDICIAIRES
23 RUE DU CHAI DES FARINES
33000 BORDEAUX

LOGIKKO

**À VENDRE
MARQUE LOGIKKO**

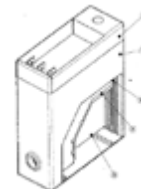
Dossier n° **13809 (marque)** sur demande à la
SCP SILVESTRI-BAUJET, Mandataires Judiciaires, 23 rue du Chai
des Farines 33000 Bordeaux courriel : pasilvestri@mjsb.fr

DESCRIPTIF SUR LE SITE WWW.MJ-SO.COM

REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS



SCP SILVESTRI-BAUJET – MANDATAIRES JUDICIAIRES
23 RUE DU CHAI DES FARINES
33000 BORDEAUX



**À VENDRE
BREVET D'INTERVENTION D'UN DISPOSITIF
DE PRODUCTION D'UN MÉLANGE GAZEUX
COMPOSÉ D'HYDROGÈNE ET D'OXYGÈNE PAR VOIE
ÉLECTROLYTIQUE**

Dossier n° **13806 (Brevet)** sur demande à la
SCP SILVESTRI-BAUJET, Mandataires Judiciaires, 23 rue du Chai
des Farines 33000 Bordeaux Fax 05 56 48 85 89

DESCRIPTIF SUR LE SITE WWW.MJ-SO.COM

Agenda d'octobre 2023

DIMANCHE 15 OCTOBRE

- **Employeurs de moins de 50 salariés** : déclaration sociale nominative (DSN) et télépaiement des cotisations sociales sur les salaires de septembre payés en septembre ou octobre.

- **Employeurs de moins de 11 salariés** ayant opté pour le paiement trimestriel des cotisations à l'Urssaf : déclaration sociale nominative (DSN) et télépaiement des cotisations sociales sur les salaires de juillet à septembre.

LUNDI 16 OCTOBRE

- **Taxe foncière** : date limite de paiement par chèque ou virement de la taxe lorsque son montant n'excède pas 300 euros. Le télépaiement est obligatoire lorsque la somme excède 300 euros. À défaut, le contribuable encourt une majoration de 0,2 % de sa taxe foncière.

SAMEDI 21 OCTOBRE

- **Taxe foncière** : date limite de paiement par voie dématérialisée (paiement en ligne, prélèvement à l'échéance...) pour les contribuables non mensualisés lorsque le montant de la taxe est supérieur à 300 euros. Le paiement est débité sur le compte bancaire à partir du 26 octobre 2023.

JOURS OUVRABLES

26 JOURS

JOURS OUVRÉS

FERMETURE SAMEDI ET DIMANCHE

22 JOURS

FERMETURE DIMANCHE ET LUNDI

21 JOURS

MERCREDI 25 OCTOBRE

- **Employeurs** : paiement des cotisations de retraite complémentaire Agirc-Arcco sur les salaires de septembre.

- **Employeurs de neuf salariés au plus** au paiement trimestriel : paiement des cotisations de retraite complémentaire Agirc-Arcco sur les salaires du 3^e trimestre.

DIMANCHE 29 OCTOBRE

- Passage à **l'heure d'hiver** à partir de 3 h. L'horaire est retardé d'une heure jusqu'au dimanche 31 mars 2024.

MARDI 31 OCTOBRE

- Travaillleurs indépendants au régime **micro-entreprise** : déclaration du chiffre d'affaires de septembre ou du 3^e trimestre et paiement des **cotisations sociales**.

DÉLAIS VARIABLES

- Entreprises au **régime réel normal de TVA** : déclaration CA3 et paiement de la TVA due au titre du mois de septembre.

Paiement de la TVA au titre du troisième trimestre pour les entreprises acquittant moins de 4 000 euros de TVA annuelle et ayant opté pour le paiement trimestriel.

- Éventuellement, demande de remboursement mensuel ou trimestriel de **crédit de TVA**. ■



TENDANCES BOURSE



SÉBASTIEN HÉNIN
 Directeur de
 la Gestion Privée
 Alienor Capital

INDICES ACTIONS							
	Dernier cours	Variation depuis			Extrêmes 2023		Pays
		1 mois	le 31/12	1 an	+ haut	+ bas	
CAC 40	6 997,05	-4,1%	8,1%	20,8%	7 577,00	6 594,57	France
SBF 120	5 315,20	-4,5%	6,9%	19,1%	5 764,67	5 063,88	France
EURO STOXX 50	4 095,59	-4,4%	8,0%	22,5%	4 471,31	3 856,09	Europe
S&P 500	4 225,36	-6,4%	10,0%	14,9%	4 588,96	3 808,10	USA
NASDAQ 100	14 608,22	-5,7%	33,5%	30,1%	15 841,35	10 741,22	USA
FOOTSIE 100	7 470,16	0,1%	0,2%	8,1%	8 014,31	7 256,94	Royaume-Uni
DAX 30	15 085,21	-4,8%	8,3%	23,6%	16 469,75	14 069,26	Allemagne
SMI	10 763,37	-2,8%	0,3%	4,6%	11 595,25	10 516,40	Suisse
NIKKEI	31 237,94	-4,5%	19,7%	19,2%	33 753,33	25 716,86	Japon
SSE COMPOSITE	3 110,48	-0,7%	0,7%	2,8%	3 395,00	3 064,08	Chine

VALEURS RÉGIONALES							
	Dernier cours	Variation depuis			Extrêmes 2023		Rendement 2022
		1 mois	le 31/12	1 an	+ haut	+ bas	
AEIS FARMA	13,40	-2,9%	-1,0%	30,1%	14,28	13,40	-
ARVERNE GROUP SA	10,32	4,2%	4,8%	3,2%	11,50	9,65	-
ASHLER ET MANSON	3,40	-7,1%	-25,1%	20,6%	4,58	3,40	-
BLUE SHARK PS	3,78	0,0%	0,0%	0,0%	3,78	3,78	-
CERINNOV GROUP	2,44	-41,9%	114,4%	141,1%	4,20	1,12	-
CHEOPS TECHNOLOGY	67,50	2,3%	15,4%	1,6%	67,50	54,00	2,2%
DOCK.PETR.AMBES AM	490,00	1,2%	3,4%	3,8%	530,00	450,00	7,8%
EAUX DE ROYAN	84,00	3,7%	1,8%	-2,9%	94,00	76,50	7,3%
EUROPLASMA	0,01	-80,0%	-98,7%	-99,8%	2,38	0,01	-
FERMENTALG	0,45	-27,1%	-70,3%	-70,5%	1,66	0,42	-
GASCOGNE	3,52	-12,0%	-21,3%	-6,1%	4,48	3,48	-
GPE BERKEM	2,58	-37,1%	-46,6%	-65,0%	7,12	2,58	-
GPE PAROT (AUTO)	2,40	20,0%	12,1%	44,1%	2,62	1,74	-
HYDROGENE DE FRANCE	14,46	-13,9%	-30,8%	-43,3%	22,70	13,50	-
HUNYVERS	14,00	-9,4%	18,1%	26,7%	15,85	11,90	-
I.CERAM	2,82	-39,5%	-72,4%	-74,8%	13,95	2,82	-
I2S	5,15	-8,0%	-15,6%	-2,8%	6,45	4,84	2,7%
IMMERSION	2,08	-15,4%	-18,8%	-55,4%	4,60	1,82	-
IMPLANET	0,06	-59,3%	-64,0%	-66,1%	0,26	0,06	-
KLARSEN DATA	3,70	-2,1%	140,3%	96,6%	3,86	1,47	-
LECTRA	24,95	-16,4%	-29,1%	-13,7%	40,70	24,40	1,9%
LEGRAND	87,18	-4,0%	16,5%	28,5%	93,00	75,22	2,2%
MON COURTIER ENERGIE	6,51	-29,2%	-	-	9,69	6,51	-
MULTIMICROCLOUD	0,09	12,5%	-77,5%	-	0,44	0,08	-
OENEO	13,50	-2,9%	-3,6%	-4,9%	15,50	12,85	2,6%
POUJOLAT	20,20	-22,3%	-27,3%	-10,2%	32,60	18,60	1,6%
SERMA TECH.	430,00	0,0%	0,0%	31,9%	430,00	428,00	-
UV GERMI	3,86	-35,7%	17,0%	1,6%	6,20	3,40	-
VALBIOTIS	5,88	34,9%	63,3%	15,7%	5,96	3,00	-



**GESTION PRIVÉE, GRANDS MANDATS
 ET GESTION DE FONDS**

18 allées d'Orléans, 33000 Bordeaux – Tel : 05 56 81 17 22
www.alienorcapital.com

Sources : Euronext, Banque de France, CPoR

« Les renseignements inclus au présent avis ne constituent en aucune sorte une offre, sollicitation ou recommandation d'achat ou de vente, de placement ou d'engagement dans toute autre transaction. Aucune information contenue ou à laquelle il est fait référence dans cet avis ne peut être considérée comme créatrice de droits ou d'obligations. »

UN DON PALPABLE.



En faisant un don ou un legs à une association de lutte contre le cancer du sein, vous faites avancer la recherche.

Plus d'infos sur
chambre-gironde.notaires.fr



Chambre des notaires
de la Gironde